



Lotterie- und Wettkommission  
Commission des loteries et paris  
Commissione delle lotterie e delle scommesse  
Swiss Lottery and Betting Board

## **Utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par les cantons durant l'année de contribution 2017**

Rapport de la Comlot à l'intention de la Conférence spécialisée des membres des gouvernements concernés par la loi sur les loteries et le marché des loteries (CDCM)

Berne, le 6 septembre 2018

Commission des loteries et paris  
Erlachstrasse 12  
CH-3012 Berne  
Téléphone +41 31 313 13 03  
Fax +41 31 313 13 00  
[info@comlot.ch](mailto:info@comlot.ch)

## Résumé

Les entreprises de loteries et paris sont tenues de verser aux cantons chaque année une taxe sur la dépendance aux jeux en vertu de l'art. 18 de la Convention intercantonale sur la surveillance, l'autorisation et la répartition du bénéfice de loteries et paris exploités sur le plan intercantonal ou sur l'ensemble de la Suisse (CILP). La CDCM a chargé la Comlot de rédiger un rapport annuel sur l'utilisation de ladite taxe dans les cantons.

Le rapport a été modifié sur quelques points ces dernières années. Comme l'an passé, aucune modification majeure n'a cependant été apportée aux instruments de rapport en 2017. Au cours de l'année sous revue, les seuls changements ont consisté en une précision des instructions concernant l'indication des réserves détenues auprès de prestataires externes ainsi que l'indication des montants consacrés aux mesures non spécifiques à la dépendance aux jeux d'argent. La Comlot a en outre explicitement attiré l'attention des cantons sur le fait qu'ils pouvaient inscrire, dans le champ de commentaire, des remarques individuelles sur une situation particulière (p. ex. augmentation des réserves suite à la retenue de fonds issus de la taxe sur la dépendance au jeu en prévision de la réalisation d'une campagne de grande ampleur ou d'un projet important). Comme ces dernières années, elle a pu, dans le cadre de l'établissement du présent rapport, clarifier directement avec les cantons concernés les questions spécifiques qu'elle se posait suite à la remise de leur rapport. Le fait que ce rapport en est à sa quatrième édition permet d'établir des comparaisons avec les années précédentes, et de tirer des enseignements supplémentaires sur l'évolution de l'affectation des fonds.

En 2017, les cantons alémaniques et le Tessin ont utilisé au total 89.2 % de la taxe sur la dépendance au jeu de 2016. Le taux d'utilisation atteint 89.9 % en Suisse romande. Comme les années précédentes, on dénote toutefois de fortes différences entre les cantons. S'agissant de l'utilisation de la taxe par catégorie de prestations, on constate globalement que la majeure partie des fonds a été attribuée au domaine du conseil et du traitement, et à celui de la prévention et de la détection précoce. La prévention et la détection précoce ont été soutenues par l'ensemble des cantons. 23 d'entre eux ont financé des offres de conseil et de traitement au moyen de la taxe sur la dépendance au jeu 2016. Un volume sensiblement moins élevé de fonds issus de la taxe sur la dépendance au jeu a été dévolu aux domaines de la recherche et de l'évaluation, et de la formation et du perfectionnement. Ces résultats coïncident dans les grandes lignes avec ceux des dernières années. Durant l'année de contribution sous revue, plus de ressources ont toutefois été attribuées au domaine du conseil et du traitement, tandis que le pourcentage versé en faveur de la prévention et de la détection précoce a légèrement diminué. Le rapport révèle en outre que les fonds issus de la taxe ont été majoritairement affectés à la lutte contre le jeu excessif, mais que, comme ces dernières années, ils ont été également utilisés dans une moindre mesure pour lutter contre des addictions connexes, telles que la cyberdépendance. L'analyse des contributions affectées à des mesures non spécifiques à la dépendance aux jeux d'argent et/ou à des contributions structurelles révèle que le plafond de 20 % recommandé par la CDCM a été respecté par les cantons et n'a été dépassé que dans deux cas (2016 et 2015: un seul cas).

Cette année également, les expériences acquises seront prises en considération pour la préparation du prochain rapport. A l'avenir, la Comlot continuera à rechercher le dialogue avec les cantons en cas de divergences, afin de garantir un reporting correct et transparent.

## Inhaltsverzeichnis

<b>A) Contexte</b> .....	<b>5</b>
Remarques préliminaires .....	5
<b>B) Vue d'ensemble de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu en 2017 (base 2016)</b> .....	<b>6</b>
Montant et taux d'utilisation des contributions versées au titre de la taxe sur la dépendance au jeu.....	6
Utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par catégorie de prestations .....	6
Fonds de la taxe sur la dépendance au jeu, réserves .....	9
Réserves détenues par des prestataires externes .....	10
Contribution d'exploitation (« E ») ou contribution à un projet (« P »).....	11
Coopération intercantonale en matière de prévention .....	11
Contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui n'ont pas (ou pas exclusivement) été affectées à la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent en 2017 ..	12
Conclusions et perspectives au terme du quatrième rapport.....	13
<b>C) Rapports des cantons</b> .....	<b>15</b>
Kanton Aargau.....	16
Kanton Appenzell Ausserrhoden.....	18
Kanton Appenzell Innerrhoden.....	20
Kanton Basel-Landschaft .....	22
Kanton Basel-Stadt .....	24
Kanton Bern.....	26
Canton de Fribourg .....	28
Canton de Genève.....	30
Kanton Glarus.....	32
Kanton Graubünden.....	34
Canton du Jura .....	36
Kanton Luzern .....	38
Canton de Neuchâtel .....	40
Kanton Nidwalden.....	42
Kanton Obwalden .....	44
Kanton Schaffhausen.....	46
Kanton Schwyz .....	48
Kanton Solothurn .....	50
Kanton St. Gallen.....	52
Kanton Thurgau .....	54
Cantone Ticino.....	56

Kanton Uri.....	58
Canton du Valais .....	60
Canton de Vaud.....	62
Kanton Zug .....	64
Kanton Zürich .....	66
<b>Annexe .....</b>	<b>68</b>

## A) Contexte

### Remarques préliminaires

La CILP<sup>1</sup> a pour but l'application uniforme et coordonnée du droit sur les loteries, l'affectation transparente des bénéfices des loteries et paris sur le territoire des cantons signataires, et en particulier la protection de la population contre des effets socialement nuisibles de loteries et paris (art. 2 CILP). En marge d'autres bases juridiques visant une protection efficace de la population, l'art. 18 CILP crée les conditions garantissant le financement des mesures de prévention de la dépendance au jeu dans les cantons.

Concrètement, la CILP oblige, au titre de la taxe sur la dépendance au jeu :

- les deux sociétés intercantionales de loterie que sont Swisslos et la Loterie Romande à verser chaque année aux cantons une taxe sur la dépendance au jeu. Celle-ci correspond à 0,5 % du revenu brut des jeux (RBJ) réalisé avec les offres des sociétés de loterie au cours d'une année sur les territoires cantonaux (art. 18, al. 1, CILP). Depuis l'entrée en vigueur de la CILP en 2006, environ CHF 48 millions ont été mis à la disposition des cantons durant les années de contribution 2007 à 2017 pour la prévention et la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent ;
- les cantons à affecter le produit de ladite taxe à la prévention et à la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent. Les cantons sont notamment encouragés à collaborer afin de mettre en œuvre des mesures préventives (art. 18, al. 2, CILP).

La CDCM a chargé la Comlot de rédiger, à partir de 2015, un rapport annuel de synthèse sur l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu et de présenter les résultats obtenus de manière efficace, transparente, systématique et cohérente.

---

<sup>1</sup> Convention intercantonale sur la surveillance, l'autorisation et la répartition du bénéfice de loteries et paris exploités sur le plan intercantonal ou sur l'ensemble de la Suisse, du 7 janvier 2005.

## **B) Vue d'ensemble de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu en 2017 (base 2016)**

### **Montant et taux d'utilisation des contributions versées au titre de la taxe sur la dépendance au jeu**

Swisslos et la Loterie Romande ont versé aux cantons de leur territoire contractuel la taxe sur la dépendance au jeu, qui s'est élevée à quelque CHF 5 millions durant l'année de contribution 2017.

Sur la base du revenu brut des jeux réalisé en 2016, Swisslos a transféré aux cantons alémaniques et au Tessin un total de CHF 2 967 735 au titre de la taxe sur la dépendance au jeu. En 2017, ces 20 cantons ont affecté CHF 2 647 160 à diverses prestations relevant de la prévention et de la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent. La différence, soit CHF 320 575, est restée dans les fonds cantonaux de la taxe sur la dépendance au jeu. Durant l'année de contribution, les cantons alémaniques et le Tessin ont dépensé 89.2 % de la taxe sur la dépendance au jeu 2016 qu'ils ont reçue. Les années précédentes, le taux d'utilisation s'établissait à 107.1 % (2016) ; à 90.6% en 2015 et à 97.3 % en 2014. Par rapport à l'année précédente, la taxe sur la dépendance au jeu de Swisslos a progressé. La distribution 2017 est la plus élevée depuis l'introduction de ce rapport. Elle a crû de CHF 396 636 sur un an, ce qui correspond à une augmentation de près de 15 %. Les dépenses des cantons ont reculé par rapport à l'an dernier. Ceux-ci ont utilisé CHF 107 327 de moins qu'en 2016, ce qui représente une baisse de quelque 4 %.

Du côté de la Loterie Romande, la part de la taxe sur la dépendance au jeu 2016 attribuée aux six cantons romands s'est montée à CHF 1 991 695. En 2017, ceux-ci ont affecté CHF 1 790 302 à la prévention et à la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent. La différence entre la somme reçue et les montants utilisés atteint ainsi CHF 201 393. Globalement, les cantons romands ont donc dépensé 89.9 % de la taxe sur la dépendance au jeu qu'ils ont reçue. Ce chiffre est comparable avec les valeurs des trois dernières années, étant entendu qu'en 2016, l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu reçue était légèrement supérieure proportionnellement parlant (2016: 98.7 %; 2015: 91.4 %; 2014: 85.4 %). Par rapport à 2016, la taxe sur la dépendance au jeu collectée par la Loterie Romande s'est inscrite en hausse ; en chiffres absolus, la taxe a augmenté de CHF 107 582, soit presque 6 %. Les dépenses des cantons ont reculé de CHF 69 484, soit de 4 % environ, en comparaison annuelle.

Comme ces dernières années, le taux d'utilisation de la taxe varie fortement d'un canton à l'autre. Certains cantons ont utilisé le montant de la taxe reçue pour l'année de contribution et puisé dans les réserves issues de leur fonds de la taxe sur la dépendance au jeu, tandis que d'autres n'ont affecté qu'une partie de la taxe qui leur a été attribuée.

### **Utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par catégorie de prestations**

Cinq catégories de prestations ont été définies lors de la conception du rapport : prévention et détection précoce, conseil et traitement, recherche et évaluation, formation et perfectionnement, autre. L'annexe contient des explications détaillées et des exemples concernant les différentes catégories.

Les paragraphes ci-après indiquent l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu 2016 par catégorie de prestations (cf. illustr. 1), tous cantons confondus.

Les prestations de conseil et traitement figurent au premier rang du classement de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu ; 40 % (CHF 1 756 814) des fonds issus de la taxe ont en effet été affectés à ce but en 2017. La prévention et la détection précoce arrivent en deuxième position, avec 37 % (CHF 1 646 588). En 2016, la prévention et la détection précoce occupaient la première place, avec 45 %, suivis du conseil et du traitement, avec 34 % (2015: 41 % prévention, 33 % conseil ; 2014: 36 % prévention, 38 % conseil). Les autres catégories représentent une faible proportion en comparaison : 11 % de la taxe ont été attribués en 2017 à la catégorie de prestations « Autre » (qui comprend notamment les dépenses de coordination et les contributions structurelles). 7 % ont servi à financer des prestations relevant de la catégorie « Recherche et évaluation », tandis que 5 % ont été versés en faveur de la formation et du perfectionnement.

Ces résultats sont comparables à ceux de ces dernières années. En 2016, 8 % de la taxe avaient été affectés à la catégorie « Autre », 7 % à la recherche et à l'évaluation, et 6 % à la formation et au perfectionnement (2015 et 2014 : respectivement 7 % et 8 % à la recherche et 9 % les deux années à la formation et au perfectionnement). Les dépenses en faveur de la recherche et de l'évaluation, ainsi que de la formation et du perfectionnement financées par la taxe sur la dépendance au jeu sont restées faibles ces quatre dernières années.

A ce titre, il convient de relever les différences de répartition entre les catégories de prestations dans les différentes régions du pays. Il est frappant de constater par exemple que les cantons romands ont affecté au domaine de la recherche et de l'évaluation une part de la taxe sur la dépendance au jeu sensiblement plus élevée que les cantons alémaniques et le Tessin. Ceux-ci ont, quant à eux, investi une part notablement supérieure dans le conseil et le traitement par rapport aux cantons romands. Cette différence avait déjà été constatée l'an dernier.

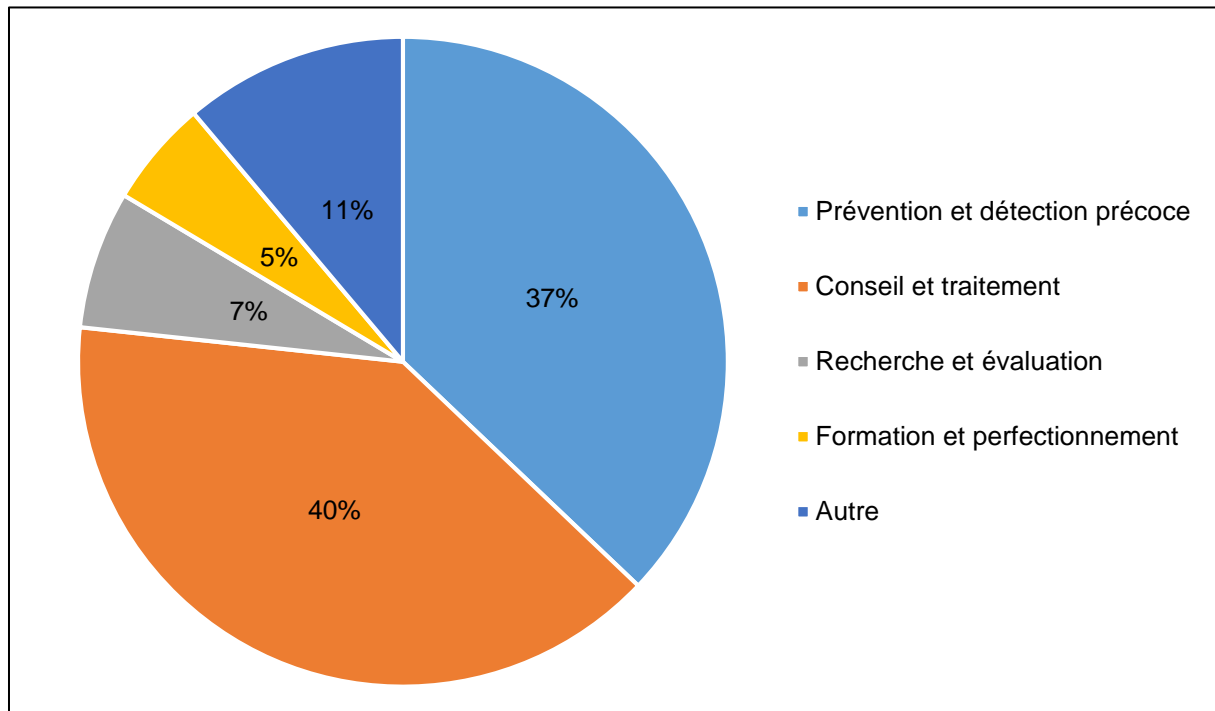
Comme l'an dernier, l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par catégorie de prestations varie fortement d'un canton à l'autre :

- prévention et détection précoce : moyenne 37 %, valeur maximale 88 %, valeur minimale 6 % ;
- conseil et traitement : moyenne 40 %, valeur maximale 94 %, valeur minimale 0 % ;
- recherche et évaluation : moyenne 7 %, valeur maximale 25 %, valeur minimale 0 % ;
- formation et perfectionnement : moyenne 5 %, valeur maximale 27 %, valeur minimale 0 % ;
- autre : moyenne 11 %, valeur maximale 30 %, valeur minimale 0 %.

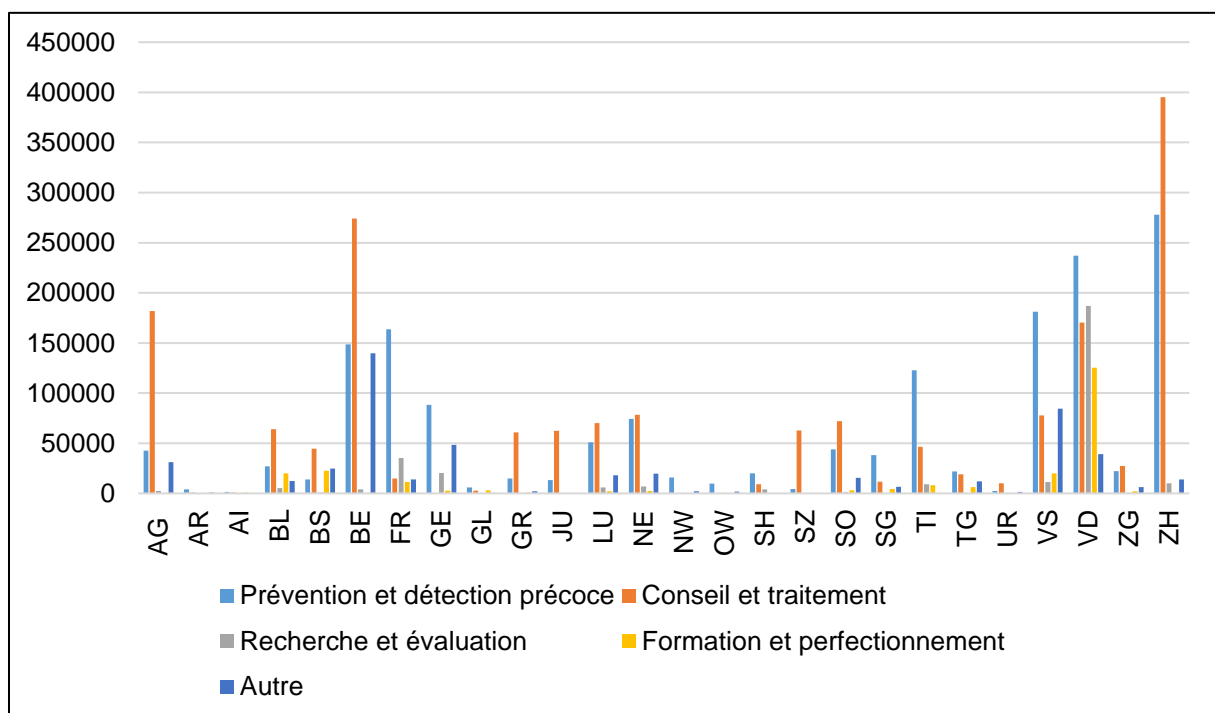
Les années précédentes, tous les cantons n'avaient pas affecté les fonds aux différentes catégories de la même manière. Certains avaient cité exclusivement la catégorie « Prévention et détection précoce » alors qu'il ressortait du contexte global qu'il aurait été probablement plus correct d'inscrire les fonds sous une autre catégorie. Les cantons ont donc été invités à prêter une plus grande attention à l'attribution des sommes aux catégories respectives de prestations. Dans quelques cas, la Comlot a de nouveau dû se renseigner auprès de certains responsables

cantonaux lorsque le contexte laissait supposer qu'une mesure relevait davantage d'une autre catégorie de prestations.

Les cantons sont invités, ces prochaines années également, à veiller à répartir correctement les contributions entre les catégories de prestations et à exiger le détail des versements aux prestataires lorsque les autorités cantonales compétentes ne peuvent pas elles-mêmes répartir et attribuer les montants forfaitaires octroyés par les cantons. Il s'agit de la seule manière de garantir l'attribution correcte des fonds aux différentes catégories de prestations.



Illustr. 1: Utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par catégorie de prestations (en %)



Illustr. 2: Contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu 2017 (CHF), par canton et par catégorie de prestations



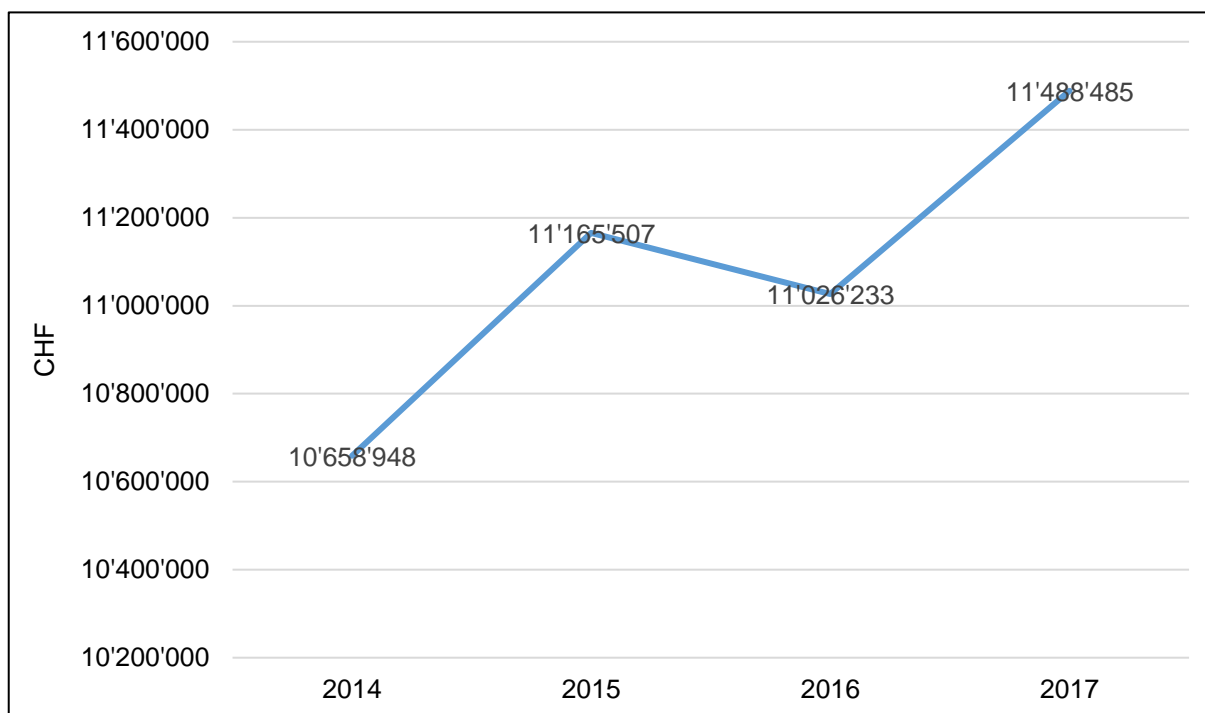
### Fonds de la taxe sur la dépendance au jeu, réserves

Le solde des fonds correspond aux réserves constituées avec les montants issus de la taxe sur la dépendance au jeu.

Dans 18 cantons (2016 : 9; 2015 : 17 cantons), les réserves de fonds ont augmenté; dans cinq cantons (2016 : 14; 2015 : 6), elles ont reculé. Trois cantons ont dépensé exactement le montant reçu durant l'année sous revue, raison pour laquelle le niveau de leur fonds n'a pas varié (deux de ces cantons ne disposent d'ailleurs pas de fonds de la taxe sur la dépendance au jeu). Ces valeurs sont comparables à celles de 2015 ; en 2016 toutefois, davantage de cantons ont affecté un montant plus élevé à la prévention et à la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent que celui qu'ils ont reçu au titre de la taxe sur la dépendance au jeu pour cette année.

Fin 2017, les réserves des fonds cantonaux de la taxe sur la dépendance au jeu atteignaient CHF 11 488 485. Par rapport aux deux dernières années, elles ont ainsi légèrement progressé en chiffres absolus (2016 : 11 026 233; 2015 : 11 165 507 ; 2014 : 10 658 948). Leur niveau équivaut à 231.6 % de la taxe sur la dépendance au jeu 2016 versée par les sociétés de loterie (en 2017). Les 16 cantons qui disposaient déjà les trois dernières années d'un fonds équivalant à plus de 200 % de la taxe sur la dépendance au jeu affichaient à nouveau, durant l'année sous revue, un fonds représentant plus du double de la taxe sur la dépendance au jeu reçue en 2017.

L'illustration ci-après montre l'évolution du niveau des fonds ces quatre dernières années dans tous les cantons.



Illustr. 3: Montant des réserves dans les fonds de la taxe sur la dépendance au jeu ces quatre dernières années

Précisons à ce sujet que les fonds cantonaux ne sont pas alimentés uniquement par la taxe sur la dépendance au jeu, mais aussi par les budgets cantonaux. Dans certains cantons par ailleurs, les fonds ne servent pas seulement à lutter contre la dépendance aux jeux d'argent, mais ont une visée plus large (p. ex. prophylaxie des addictions et promotion de la santé en général). Ce-

la ne change rien cependant au fait que les ressources issues de la taxe sur la dépendance au jeu doivent être affectées aux buts définis.

Comme les deux dernières années déjà, la Comlot a posé deux questions concrètes aux cantons afin de clarifier leur situation dans le cadre du rapport. Elle leur a demandé, premièrement, si leur fonds était alimenté uniquement par la taxe sur la dépendance au jeu et, deuxièmement, si celui-ci était exclusivement utilisé pour lutter contre la dépendance aux jeux d'argent. 20 cantons ont confirmé que leur fonds cantonal était uniquement alimenté par la taxe sur la dépendance au jeu et servait exclusivement à financer des prestations de lutte contre la dépendance aux jeux d'argent (2016 : 21 cantons ; 2015: 20 cantons). Dans un canton, le fonds a d'autres sources de financement, mais sert exclusivement au but prescrit. Deux cantons ont répondu que leur fonds n'est alimenté que par la taxe, mais ne sert pas uniquement à la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent. Dans un canton, le fonds n'est pas alimenté uniquement par la taxe et ne sert pas non plus exclusivement au but prescrit. Enfin, deux cantons ne disposent pas de fonds de la taxe sur la dépendance au jeu. Comme l'an dernier, on retiendra en conclusion que, dans leur majorité, les fonds cantonaux sont exclusivement alimentés par la taxe sur la dépendance au jeu et ne servent qu'à lutter contre la dépendance aux jeux d'argent.

Relevons encore que sur les 16 cantons dont le niveau du fonds, fin 2017, était plus de deux fois supérieur à la taxe sur la dépendance au jeu versée en 2016, 13 ont indiqué que leur fonds était uniquement alimenté par ladite taxe et n'était utilisé que pour lutter contre la dépendance aux jeux d'argent. Ce résultat est pratiquement conforme à celui de 2016 (14 cantons).

Cette année, la Comlot a explicitement attiré l'attention des cantons sur le fait qu'ils pouvaient inscrire, dans le champ de commentaire, des remarques individuelles sur une situation particulière (p. ex. augmentation des réserves suite à la retenue de fonds issus de la taxe sur la dépendance au jeu en prévision d'une campagne de grande ampleur ou d'un projet important). Certains cantons ont inscrit une remarque correspondante dans le champ en question et évoqué, entre autres, la réalisation prévue d'un grand projet en 2019. A l'avenir également, les cantons sont priés de fournir, dans le champ de commentaire, des explications à propos des réserves de fonds ou d'autres particularités, le cas échéant.

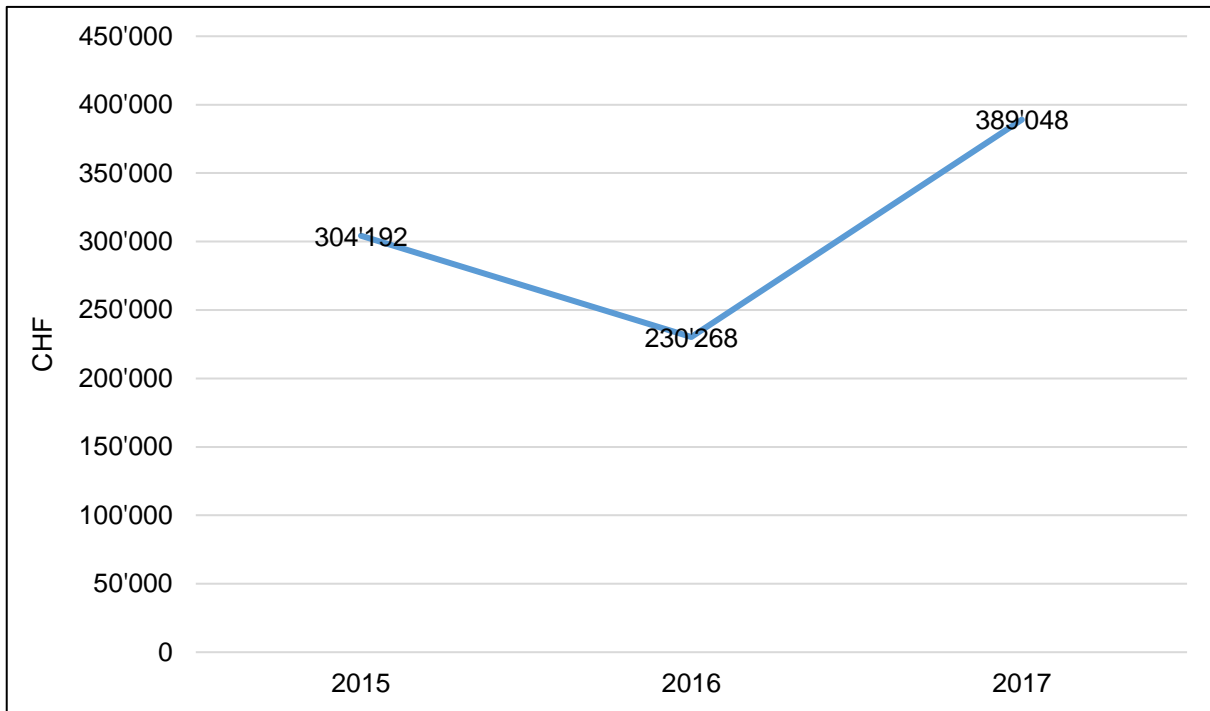
### **Réserves détenues par des prestataires externes**

Les cantons qui, durant la période couverte par le rapport, ont versé une contribution issue de la taxe sur la dépendance au jeu à des prestataires externes et sont en mesure de fournir des indications sur les réserves externes ont été priés de publier les informations correspondantes. 16 cantons détiennent des réserves auprès d'un prestataire externe, en particulier auprès d'Addiction Suisse (10 cantons) et de Perspektive Thurgau (six cantons). Aucun canton romand ne détient de réserves auprès de prestataires externes.

A fin 2017 en résumé, les réserves détenues par des prestataires externes atteignaient CHF 389 048 (cumul des réserves auprès d'Addiction Suisse et de Perspektive Thurgau). Par rapport à l'année dernière, elles ont augmenté de CHF 158 780 (réserves à fin 2016 : CHF 230 268; réserves à fin 2015: CHF 304 192). Les réserves auprès de prestataires externes sont donc supérieures au niveau des deux dernières années. Comme indiqué ci-avant, certains cantons ont précisé, dans le champ de commentaire, avoir constitué des provisions en vue de projets futurs.

Comme jusqu'à présent, il existe, en plus des réserves dans les fonds de la taxe sur la dépendance au jeu, des réserves auprès de prestataires externes susceptibles d'être affectées à la prévention et à la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent.

L'illustration 4 ci-après présente l'évolution du montant des réserves externes ces trois dernières années.



Illustr. 4: Montant des réserves auprès de prestataires externes ces trois dernières années

### **Contribution d'exploitation (« E ») ou contribution à un projet (« P »)**

Par contribution d'exploitation, on entend les montants qui servent, par exemple, à couvrir les frais généraux d'exploitation ou à soutenir plusieurs projets. La contribution à un projet sert à financer un projet déterminé.

Sur l'ensemble des cantons, il a été indiqué à 70 reprises qu'un montant issu de la taxe sur la dépendance au jeu avait servi de contribution d'exploitation. 42 contributions ont été déclarées en tant que contributions à un projet (2016 : 67 contributions d'exploitation, 58 contributions à un projet). En 2017, les cantons ont donc annoncé plus de contributions d'exploitation que de contributions à un projet. Cette hausse tient probablement au fait que la Comlot, dans le cadre de l'élaboration du rapport, a attiré l'attention de certains cantons sur le fait qu'ils avaient mentionné des fonds versés annuellement sur la base d'une réglementation contractuelle en tant que contribution à un projet et non en tant que contribution d'exploitation.

### **Coopération intercantonale en matière de prévention**

En 2017 à nouveau, la plupart des cantons appartenaient à une association intercantonale et ont participé à un programme commun de prévention du jeu excessif. 22 des 26 cantons sont membres de l'une des trois associations existantes en Suisse du Nord-Ouest et du Centre, en

Suisse orientale et en Suisse occidentale<sup>2</sup>. Comme ces deux dernières années, un canton a participé à la coopération intercantonale indépendamment de toute appartenance à une association. Un autre canton a en outre pris part à la coopération intercantonale dans le cadre du programme de prévention « SOS - Spielen ohne Sucht ». En 2017 à nouveau, deux cantons n'ont pris part à aucun programme intercantonal. Par rapport à l'année dernière, un canton supplémentaire s'est donc associé à la coopération intercantonale. La Comlot juge réjouissants les efforts de coopération dans le cadre des possibilités régionales et linguistiques.

### **Contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui n'ont pas (ou pas exclusivement) été affectées à la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent en 2017**

En 2014, la CDCM a élaboré des directives concernant l'affectation de la taxe sur la dépendance au jeu et décidé de recommander aux cantons leur application immédiate<sup>3</sup>. Ces directives énoncent tout d'abord le principe selon lequel la taxe sur la dépendance au jeu doit être exclusivement utilisée en lien avec la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent (loteries, paris, jeux de casino et jeux d'adresse qui supposent une mise d'argent). Dès lors, la taxe sur la dépendance au jeu ne peut pas servir à financer des mesures de prévention ou de lutte contre d'autres formes de dépendance, ni contre d'autres troubles psychiques ou maladies physiques. Concrètement, elle doit être utilisée pour les mesures nécessaires à la réalisation d'une prévention et d'une lutte efficaces et globales contre la dépendance aux jeux d'argent. Les directives disposent en outre que les cantons peuvent utiliser, à certaines conditions, un maximum de 20 % par an des fonds provenant de ladite taxe au titre de contributions structurelles à des institutions interdisciplinaires ou traitant plusieurs formes d'addiction, ou au titre de cofinancement de mesures non spécifiques à la dépendance aux jeux d'argent.

Un total de 15 cantons a indiqué avoir affecté leur part de la taxe sur la dépendance au jeu 2016 à des fins exclusives de lutte contre la dépendance aux jeux d'argent. Onze ont investi un certain montant dans des activités qui ne relevaient pas (ou pas exclusivement) de la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent (cf. illustr. 5). Il s'agit de grands cantons aussi bien que de petits. Le nombre de cantons qui ont affecté des fonds de la taxe sur la dépendance au jeu à des mesures non spécifiques à la dépendance aux jeux d'argent et à des contributions structurelles a donc augmenté par rapport à ces dernières années (2016 : 17 : 9 ; 2015 : 19 : 7 ; 2014 : 17 : 9). Cette hausse pourrait notamment s'expliquer par le fait que dans plusieurs cas douteux, la Comlot a pris directement contact avec les représentants cantonaux pour leur demander une clarification, et que la plupart d'entre eux ont ensuite modifié leurs indications.

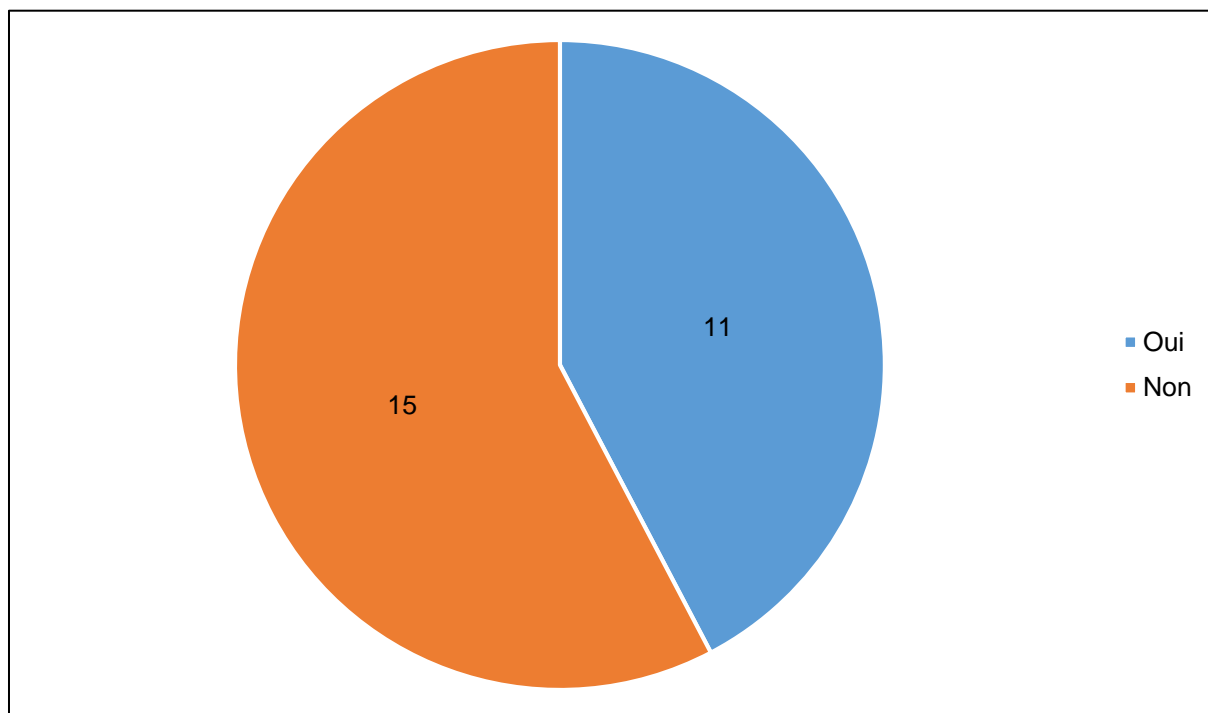
Les dépenses suivantes ont été citées : contributions structurelles (cofinancement de services de consultation en matière d'addictions et d'endettement, et d'institutions de prévention); soutien à des projets non spécifiques à la dépendance aux jeux d'argent, p. ex. manifestations de prévention dans les écoles à l'occasion desquelles les animateurs informent les élèves sur la bonne gestion du revenu et les risques liés à l'endettement, dont la dépendance au jeu, ou encore cofinancement de l'étude « Health behaviour in School-aged Children » (HBSC). Un canton a utilisé une partie de la taxe sur la dépendance au jeu pour financer deux formations continues couvrant diverses formes d'addiction. De plus, cinq représentants cantonaux ont signalé avoir attribué des ressources à la lutte contre la dépendance au jeu en général (cyberdépendance, jeux en ligne,

<sup>2</sup> Le Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu (PILDJ) en Suisse romande (mandat exécuté par le GREA), le Kooperationsmodell Spielsuchtprävention Nordwest- und Innenschweiz (mandat exécuté par Addiction Suisse) et l'Ostschweizer Verbund (mandat exécuté par Perspektive Thurgau).

<sup>3</sup> Lettre d'information de la Conférence spécialisée des membres des gouvernements concernés par la loi sur les loteries et le marché des loteries (CDCM), relative à l'« Affectation de la taxe sur la dépendance au jeu » du 24 novembre 2014.

nouveaux médias, etc.). Comme l'an dernier déjà, il est réjouissant de constater que la plupart des cantons ont reconnu spontanément et correctement que le phénomène de la cyberdépendance ne coïncide pas tout à fait avec celui de la dépendance aux jeux d'argent. Malgré quelques problèmes occasionnels pratiques de classification, la délimitation théorique est claire et se fonde sur les trois critères internationalement reconnus des jeux de hasard (mise d'argent, possibilité de gagner de l'argent et hasard).

Comme ces dernières années, la Comlot a de nouveau posé une question complémentaire concernant les contributions qui n'ont pas (ou pas exclusivement) été affectées à la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent. Elle invitait les cantons à chiffrer le montant consacré aux mesures non spécifiques à la dépendance aux jeux d'argent et/ou aux contributions structurelles. Plus concrète, cette question doit permettre de mieux évaluer si les directives recommandées par la CDCM ont été respectées. Sur les onze cantons qui ont reconnu avoir financé au moyen de la taxe sur la dépendance au jeu des contributions structurelles en faveur d'institutions qui ne traitent pas exclusivement la problématique de la dépendance aux jeux d'argent, et / ou cofinancé des mesures non spécifiques à la dépendance aux jeux d'argent, deux ont dépassé le plafond de 20 %. Ces dernières années, seul un canton dépassait cette limite. Le canton en question est à nouveau concerné en 2017. Par rapport aux dernières années, il a toutefois affecté une part moins importante des fonds aux mesures non spécifiques aux jeux d'argent. Un nouveau canton a dépassé le plafond des 20 %. Dans les deux cas, il s'agit de cantons relativement petits qui ne possèdent pas de casino. Tous les autres cantons ont respecté la recommandation de la CDCM.



*Illustr. 5:* En 2017, avez-vous versé des contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui n'ont pas (ou pas exclusivement) été affectées à la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent ? (Nombre de cantons)

### **Conclusions et perspectives au terme du quatrième rapport**

Avec le présent rapport, la Comlot remplit pour la quatrième fois le mandat que la CDCM lui a confié, à savoir produire un rapport annuel sur l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

au sein des cantons. La Comlot est chargée non seulement de rédiger le rapport, mais aussi de coordonner l'ensemble du processus d'élaboration de ce dernier. La mise en œuvre dudit processus ne diminue assurément en rien l'obligation et la responsabilité qui incombent aux cantons d'utiliser la taxe sur la dépendance au jeu conformément aux dispositions en vigueur.

Comme les trois dernières années, la Comlot se réjouit du fait que les cantons ont pu lui fournir sans difficulté des informations précises sur l'affectation de la taxe sur la dépendance au jeu. Ces renseignements portent sur le montant des fonds effectivement utilisés en 2017, mais aussi sur celui des contributions versées aux différents prestataires et sur la nature des mesures engagées.

Comme les années précédentes, les cantons ont utilisé les fonds issus de la taxe sur la dépendance au jeu majoritairement pour la dépendance aux jeux d'argent, mais aussi dans une moindre mesure pour des dépendances connexes (cyberdépendance, jeux vidéo, etc., voir explications ci-avant).

L'optimisation des outils de rapport a fait ses preuves ; le processus d'élaboration des rapports fonctionne bien. La plupart des questions ou des incertitudes exprimées les années précédentes ont pu être résolues dans le cadre des derniers rapports. Les rares points encore en suspens, dont les termes utilisés pour enregistrer les réserves détenues par des prestataires externes, devront être réglés si possible avant l'élaboration du prochain rapport. En vue de la prochaine édition également, la Comlot veillera à prendre des contacts bilatéraux avec les cantons concernés en cas d'incertitude ou d'anomalies afin de garantir la qualité du rapport, voire de l'améliorer, le cas échéant.

## **C) Rapports des cantons**

Les pages ci-après présentent l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu canton par canton. Les indications suivantes sont reprises telles quelles des grilles de saisie remplies par les cantons :

- coordonnées du/de la responsable cantonal/e ;
- formulaire de commentaires (saisie originale du/de la représentant/e cantonal/e) ;
- tableau : fonds perçus et total des dépenses 2017 ;
- tableau : niveau du fonds de la taxe sur la dépendance au jeu ;
- diagramme : utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par catégorie de prestations ;
- tableau : contributions versées au titre de la taxe sur la dépendance au jeu 2017 (par catégorie de prestations).

Les rapports cantonaux sont classés par ordre alphabétique.

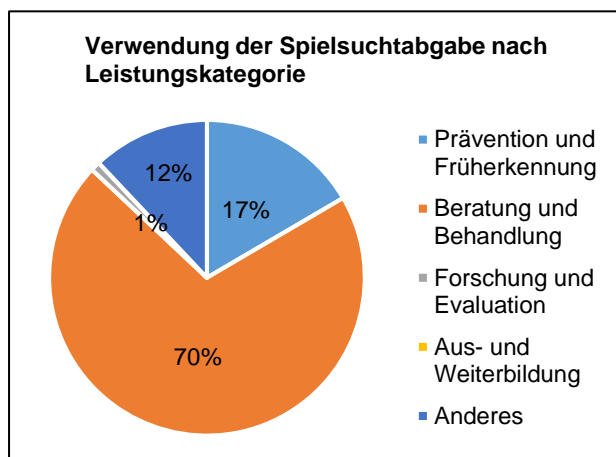
## Kanton Aargau



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2016	305'181 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2017	258'129 CHF
Differenz	47'052 CHF

### Kontakt

Fachstelle Sucht  
 Kathrin Sommerhalder  
 Abteilung Gesundheit  
 Departement Gesundheit und Soziales  
 Bachstrasse 15  
 5001 Aarau  
 Telefon: 062 835 29 55  
 Fax: 062 835 29 65  
 E-Mail: [kathrin.sommerhalder@ag.ch](mailto:kathrin.sommerhalder@ag.ch)  
 Internet: [www.ag.ch](http://www.ag.ch)



### Erläuterung des Kantons Aargau über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Im Kanton Aargau wurde die Spielsuchtabgabe 2017 wie bisher verwendet: In 2 ambulanten (privat organisierten) Suchtberatungsstellen wird eine spezifische ambulante Spielsuchtberatung angeboten. Die Fachspezialisten sind fachspezifisch weitergebildet und Teil des Beratungsteams. Overhead- und Infrastrukturkosten werden von den privaten Trägerschaften dem Kanton nicht verrechnet. Im Weiteren ist der Aargau mit Gründungskanton des Nordwestschweizer Kooperationsmodells zwischen insgesamt 10 Kantonen und der Sucht Schweiz für den Bereich der Spielsuchtprävention. Der Fondsbestand bietet Gewähr dafür, dass bei Bedarf das Beratungsangebot auch in Zukunft noch erweitert werden kann und bietet auch die Möglichkeit, kantonsspezifische Projekte zu realisieren.

### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2017	612'629 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2017	47'052 CHF
Fondsbestand am 31.12.2017	659'681 CHF



Spielsuchtabgabe-Beiträge 2017, Kanton AG

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Sucht Schweiz: Kantonsbeitrag für Spielsuchtprävention	76'295	x		42'764		2'500		31'031
Aargauische Stiftung Suchthilfe: Spielsuchtberatung	90'000	x			90'000			
Beratungszentrum Bezirk Baden: Spielsuchtberatung	90'000	x			90'000			
Aargauische Stiftung Suchthilfe: Gruppenangebot Spielsucht	1'833	x			1'833			
<b>TOTAL Beiträge</b>	258'129			42'764	181'833	2'500	0	31'031

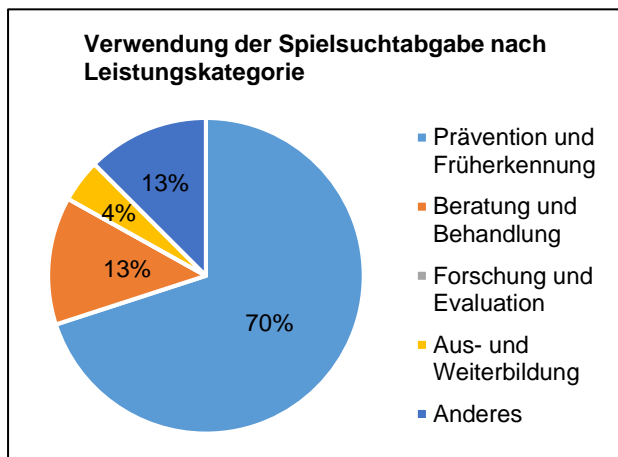
# Kanton Appenzell Ausserrhoden



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2016	18'037 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2017	5'661 CHF
Differenz	12'376 CHF

## Kontakt

Stv. Amtsleiterin  
 Heidi Liechi  
 Amt für Gesundheit  
 Departement Gesundheit und Soziales  
 Kasernenstrasse 17  
 9102 Herisau  
 Telefon: 071 353 65 74  
 Fax: 071 353 68 54  
 E-Mail: heidi.liechi@ar.ch  
 Internet: www.ar.ch



## Erläuterung des Kantons Appenzell Ausserrhoden über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Appenzell Ausserrhoden ist mit fünf weiteren Kantonen (AI, GL, GR, SG, TG) Mitglied des Interkantonalen Glücksspielsuchtprojektes zur Prävention, Früherkennung und Bekämpfung der Glücksspielsucht Ostschweiz. Mit der Umsetzung des Projekts wurde im Rahmen einer Leistungsvereinbarung die Perspektive Thurgau (PTG) beauftragt. Der Ostschweizer Verbund arbeitet bei verschiedenen Projekten mit dem Nordwestschweizer Kooperationsmodell (zehn Kantone, Umsetzung Sucht Schweiz) zusammen. Der Anteil der Beteiligung für den Kanton Appenzell Ausserrhoden an den gesamten Kosten (LV, Projekte) im Verbund beträgt 5,1 %. Die Leistungsvereinbarung enthält die Angebote einer Helpline (Telefonberatung), einer Onlineberatung, dem Betreiben der Homepage [www.sos-spielsucht.ch](http://www.sos-spielsucht.ch), ein Migrationsprojekt usw. Erläuterung zur Reserve bei externen Leistungserbringern: nicht beanspruchtes Budget bildet eine Reserve, welche für zusätzliche Präventionsprojekte eingesetzt werden kann.

## Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2017	8'439 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'25 CHF
Zuweisung/Entnahme 2017	12'376 CHF
Fondsbestand am 31.12.2017	20'840 CHF



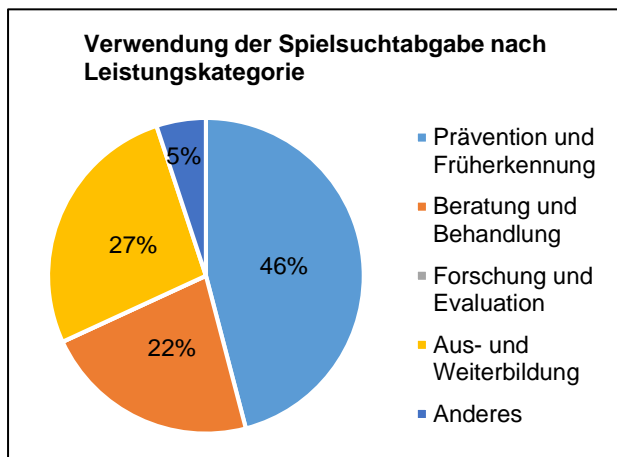
## Kanton Appenzell Innerrhoden



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2016	6'253 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2017	3'265 CHF
Differenz	2'988 CHF

### Kontakt

Gesundheitsamt  
 Gesundheits- und Sozialdepartement  
 Hoferbad 2  
 9050 Appenzell  
 Telefon: 071 788 94 52  
 Fax: 071 788 94 58  
 E-Mail: info@gsd.ai.ch  
 Internet: www.ai.ch



### Erläuterung des Kantons Appenzell Innerrhoden über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Appenzell I.Rh. ist mit 5 weiteren Kantonen (AR, GL, GR, SG, TG) Mitglied des Interkantonalen Glücksspielsuchtprojektes zur Prävention, Früherkennung und Bekämpfung der Glücksspielsucht Ostschweiz. Mit der Umsetzung des Projekts wurde im Rahmen einer Leistungsvereinbarung die Perspektive Thurgau (PTG) beauftragt. Der Ostschweizer Verbund arbeitet bei verschiedenen Projekten mit dem Nordwestschweizer Kooperationsmodell (zehn Kantone, Umsetzung Sucht Schweiz) zusammen. Der Anteil der Beteiligung für den Kanton Appenzell I.Rh. an den gesamten Kosten (LV, Projekte) im Verbund beträgt 1.5 %. Die Leistungsvereinbarung enthält die Angebote einer Helpline (Telefonberatung), einer Onlineberatung, dem Betreiben der Homepage [www.sos-spielsucht.ch](http://www.sos-spielsucht.ch), ein Migrationsprojekt usw.

Erläuterung zur Reserve bei externen Leistungserbringern: nicht beanspruchtes Budget bildet eine Reserve, welche für zusätzliche Projekte eingesetzt werden kann.

### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2017	34'220 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2017	2'988 CHF
Fondsbestand am 31.12.2017	37'208 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2017, Kanton AI

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Perspektive Thurgau: Interkantonales Glücksspielsuchtprojekt	1'665	x		1'200	'225	'0	'75	'166
Beratungsstelle für Suchtfragen AI	1'000	x			'500		'500	
Fachverband Sucht	'600	x		'300			'300	
<b>TOTAL Beiträge</b>	<b>3'265</b>			<b>1'500</b>	<b>'725</b>	<b>'0</b>	<b>'875</b>	<b>'166</b>

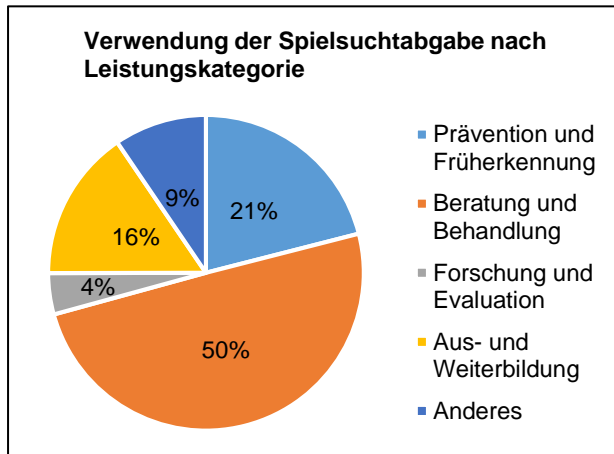
## Kanton Basel-Landschaft



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2016	120'003 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2017	128'669 CHF
Differenz	-8'666 CHF

### Kontakt

Joos Tarnutzer  
 Amt für Gesundheit  
 Volkswirtschafts- und Gesundheitsdirektion  
 Bahnhofstrasse 5  
 Postfach  
 4410 Liestal  
 Telefon: 061 552 56 06  
 Fax: 061 552 69 34  
 E-Mail: joos.tarnutzer@bl.ch  
 Internet: www.bl.ch



### Erläuterung des Kantons Basel-Landschaft über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Zuerst ist zu beachten, dass im vorliegenden Bericht nur die verwendeten Mittel aus der Spielsuchtabgabe rapportiert sind und die erheblichen finanziellen Mittel, welche der Kanton aus der Staatsrechnung aufwendet, nicht abgebildet sind. Der Kanton Basel-Landschaft setzt auf eine integrierte Präventions- und Suchthilfepolitik, Leistungsvereinbarungen sind daher suchtmittelübergreifend ausgerichtet, beziehungsweise schliessen die Spielsucht explizit mit ein. Grösster Anbieter ist der ambulante Dienst der Psychiatrie. Deren Leistungen werden, wenn sie nicht über die Leistungen der Krankenversicherer oder über die gemeinwirtschaftlichen Leistungen des Kantons abgegolten sind, für direkte Leistungen mit Bezug zu Glücksspiel auch aus der Spielsuchtabgabe abgegolten, lediglich die jährliche Over-Head-Pauschale von Fr. 12'000.00 stellt einen eigentlichen Strukturbeitrag dar.

### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2017	276'395 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	CHF
Zuweisung/Entnahme 2017	-8'666 CHF
Fondsbestand am 31.12.2017	267'729 CHF

Der hohe Fondsbestand wurde in den Anfangsjahren der Spielsuchtabgabe geäufnet und soll sukzessive reduziert werden, insbesondere für die Folgejahre 2018 und 2019 ist ein neues zusätzliches Projekt mit neuen Ausgaben vorgesehen. Die externen Reserven sind Rückstellungen für eine geplante Öffentlichkeitskampagne im Jahr 2018.



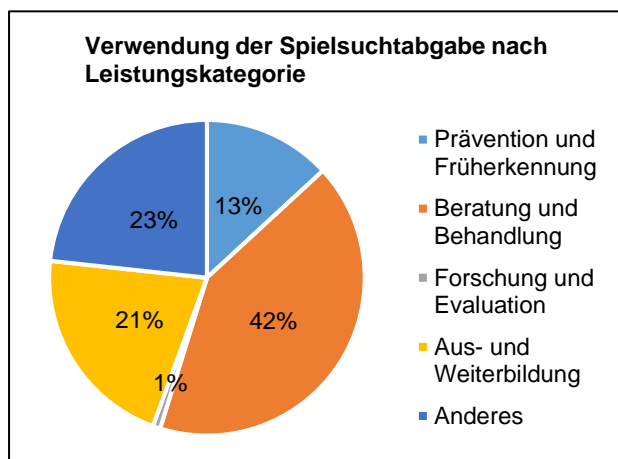
## Kanton Basel-Stadt



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2016	98'453 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2017	106'613 CHF
Differenz	-8'160 CHF

### Kontakt

Eveline Bohnenblust  
 Abteilung Sucht  
 Gesundheitsdepartement Basel-Stadt  
 Clarastrasse 12  
 Postfach: 204  
 4005 Basel  
 Telefon: 061 267 89 00  
 E-Mail: [abteilung.sucht@bs.ch](mailto:abteilung.sucht@bs.ch)  
 Internet: [www.abteilungsucht.bs.ch](http://www.abteilungsucht.bs.ch)



### Erläuterung des Kantons Basel-Stadt über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Gemäss Beschluss der Konferenz der kantonalen Gesundheitsdirektorinnen und -direktoren der Nordwestschweiz vom 26. November 2007 setzen die Kantone 25% der Spielsuchtabgabe für die Prävention und 75% für die Behandlung der Spielsucht ein. Im Jahr 2017 unterstützte das Gesundheitsdepartement mit diesen Mitteln die Stiftung Sucht Schweiz zwecks Förderung und Umsetzung von Präventionsmassnahmen. Weitere finanzielle Beiträge erhielten die Ambulanz für Verhaltenssuchte der Universitären Psychiatrischen Kliniken Basel für die Umsetzung des Kooperationsmodells Glücksspielsucht Basel-Stadt sowie das Beratungszentrum der Stiftung Suchthilfe Region Basel zwecks Erbringung von Beratungsdienstleistungen im Zusammenhang mit exzessiver Spielsucht. In den vergangenen Jahren ist im Kanton Basel-Stadt kontinuierlich ein Fallanstieg in der Behandlung zu verzeichnen. Die Beiträge aus dem Spielsuchtfonds decken nur einen kleinen Teil der Behandlungs- und Beratungskosten. Diese Unterstützungen werden im Jahr 2018 fortgeführt. Aufgrund der sinkenden Fondsreserven wurden die Beiträge für die Ambulanz für Verhaltenssuchte reduziert.

### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2017	91'860 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	CHF
Zuweisung/Entnahme 2017	-8'160 CHF
Fondsbestand am 31.12.2017	83'700 CHF





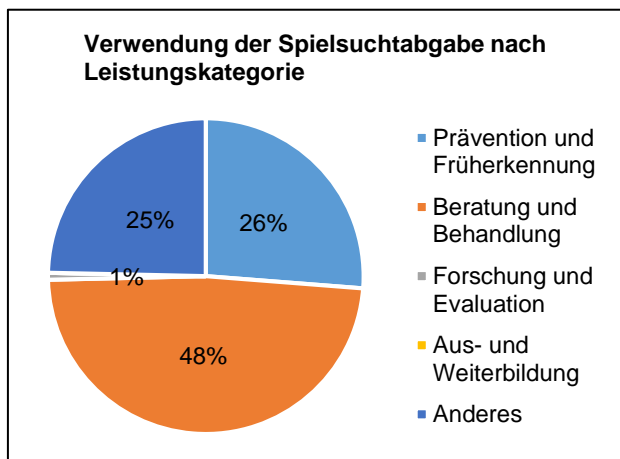
# Kanton Bern



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2016	527'131 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2017	566'424 CHF
Differenz	-39'293 CHF

## Kontakt

Ralf Lutz  
 Spitalamt  
 Abteilung Gesundheitsförderung und Sucht  
 Rathausgasse 1  
 3011 Bern  
 Telefon: 031 633 78 82  
 Fax: 031 633 78 92  
 E-Mail: ralf.lutz@gef.be.ch  
 Internet: www.gef.be.ch



## Erläuterung des Kantons Bern über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Sucht Schweiz, Lausanne: Fondsbestand am 31.12.2017 für Kampagne 2018 = CHF 100'139. Dieser setzt sich zusammen aus dem Bestand vom 01.01.2017 von CHF 50'475, dem Beitrag des Kt. Bern 2017 von CHF 122'294, den Kosten 2017 von CHF 72'625, dem Zins von CHF -5 sowie der Veränderung des Fondsbestands 2017 von CHF 49'669.

Berner Gesundheit: Allgemeine Bemerkung - Die entrichteten Beiträge aus der Spielsuchtabgabe gemäss Art. 18 der interkantonalen Vereinbarung über die Aufsicht sowie die Bewilligung und Ertragsverwendung von interkantonal oder gesamtschweizerisch durchgeführten Lotterien und Wetten entsprechen sowohl in der Summe wie auch der Aufteilung in Leistungskategorien denjenigen des Vorjahres.

Produkt Beratung und Therapie - Bei den Hauptanlassproblemen betrug der Anteil «pathologisches und risikoreiches Spielen» 2.4 %. Dies alleine entspricht einer Summe von TCHF 179.

Bei den Hauptanlassproblemen betrug zudem der Anteil «digitale Medien» (Internet, Gamen, Handy) 4.7 %. Unter dieser Klientengruppe befindet sich ein weiterer Anteil an Personen mit risikoreichem Spielverhalten, die zumindest eine erhöhte Disposition zu pathologischem Glücksspiel aufweisen. Die Zusammenarbeit mit den Spielcasinos Bern und Interlaken bei Spielsperren (Sozialplan) besteht nach wie vor, ebenso auch die Zusammenarbeit mit dem Verein Schuldensanierung Bern. Der dazu erforderliche Aufwand betrug im Jahr 2017 rund 47 Stunden. Die entspricht einem Betrag von TCHF 8.

Produkt Gesundheitsförderung und Prävention - Der im engen Sinne zweckgebundene Einsatz der im Bereich Glücksspiel im Rahmen der Handlungsschwerpunkte sowie unserer Dienstleistungen Beratung, Schulung und Sensibilisierung erfolgte gemäss den Vorgaben und betrug insgesamt TCHF 80. Ferner wurden für Massnahmen im Bereich «digitale Medien» insgesamt TCHF 179 eingesetzt. Dies umfasst vor allem Angebote zur Stärkung der Medienkompetenz von Jugendlichen, Eltern und MultiplikatorInnen. Diese Massnahmen zielen auch auf die Prävention von risikoreichem und pathologischem Glücksspiel. Der beschriebene Ressourceneinsatz zur Förderung von Medienkompetenz leistet einen erwiesenen Beitrag auch zur Verminderung von Glücksspielproblemen.

Verein Schuldenberatung Bern (VBS): Wie in den letzten Jahren wurde für Beratungs- und Behandlungsangebote im Kanton Bern der VBS beauftragt.

## Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2017	417'395 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	CHF
Zuweisung/Entnahme 2017	-39'293 CHF
Fondsbestand am 31.12.2017	378'102 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2017, Kanton BE

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Berner Gesundheit, Abt. Beratung und Therapie	230'000	x			230'000			
Berner Gesundheit, Abt. Gesundheitsförderung und Prävention	90'000	x						90'000
Berner Gesundheit, Abt. Gesundheitsförderung und Prävention	80'000		x	80'000				
Sucht Schweiz, Lausanne: Projektleitung	15'776	x		15'776				
Sucht Schweiz, Lausanne: Forschung	4'011		x			4'011		
Sucht Schweiz, Lausanne: Vorbereitung Kampagne 2018	1'689		x	1'689				
Sucht Schweiz, Lausanne: Päd. Begleitmaterial Film	1'651		x	1'651				
Sucht Schweiz, Lausanne: Website	9'978		x	9'978				
Sucht Schweiz, Lausanne: Hotline	10'717		x	10'717				
Sucht Schweiz, Lausanne: Onlineberatung	1'174		x	1'174				
Sucht Schweiz, Lausanne: Migration / Femmes Tische	8'680		x	8'680				
Sucht Schweiz, Lausanne: Selbsthilfe-Tool (SHT)	15'808		x	15'808				
Sucht Schweiz, Lausanne: Nachdruck Material	4'140		x	4'140				
Sucht Schweiz, Lausanne: Veränderung Fondsbestand am 31.12.2017	49'669		x					49'669
Verein Berner Schuldenberatung: Glücksspielsuchtberatung	44'130	x			44'130			
<b>TOTAL Beiträge</b>	<b>566'424</b>			<b>148'614</b>	<b>274'130</b>	<b>4'011</b>	<b>0</b>	<b>139'669</b>

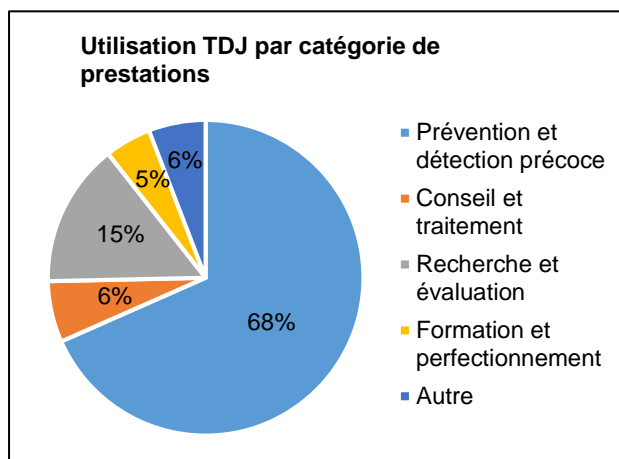
## Canton de Fribourg



Part de la TDJ 2016	204'517 CHF
Total dépenses du canton en 2017	239'311 CHF
Différence	-34'794 CHF

### Contact

Service de l'action sociale  
 Direction de la santé et des affaires sociales  
 Route des Cliniques 17  
 1700 Fribourg  
 Téléphone: 026 305 29 92  
 E-Mail: sasoc@fr.ch  
 Internet: www.fr.ch/sasoc



### Commentaire du canton de Fribourg au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Dans le canton de Fribourg, le Fonds cantonal de prévention et de lutte contre le jeu excessif a pour but de soutenir des mesures de prévention et de lutte contre la dépendance au jeu et le surendettement (Ord. du 17 mars 2009). La Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS) décide de son utilisation. La Commission de prévention et de lutte contre le jeu excessif et le surendettement (CPLJS) est chargée de préavisier les demandes de subventions et peut également élaborer des projets et les proposer à la DSAS. En 2017, les projets en cours ont été poursuivis: Prévention et lutte contre le jeu excessif dont le mandat a été confié à REPER, étude GenerationFRee mise en œuvre par l'IUMSP, participation au Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu (PILDJ) et plan cantonal de prévention et de lutte contre surendettement.

### Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2017	565'357 CHF
Intérêts/Frais administratifs	1'413 CHF
Affectations/Prélèvements 2017	-34'794 CHF
Etat du fonds au 31.12.2017	531'977 CHF



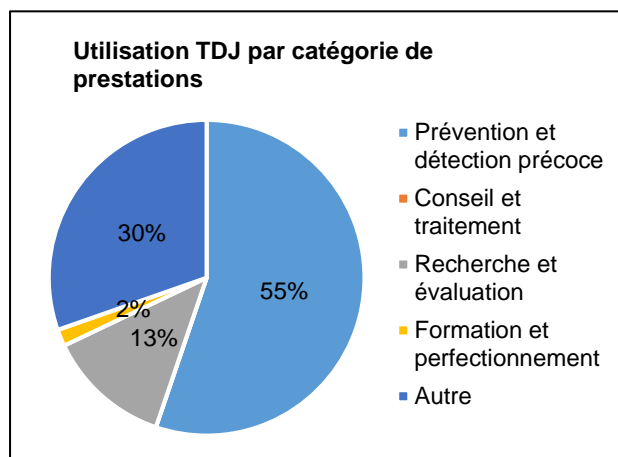
## Canton de Genève



Part de la TDJ 2016	382'869 CHF
Total dépenses du canton en 2017	159'781 CHF
Différence	223'088 CHF

### Contact

Administrateur  
 Romain Bouchardy  
 Direction administrative et financière  
 Département de l'emploi, des affaires sociales et de la santé  
 Rue Adrien-Lachenal 8  
 1207 Genève  
 Téléphone: 022 546 50 00  
 E-Mail: [subventions-sante@etat.ge.ch](mailto:subventions-sante@etat.ge.ch)  
 Internet: [www.ge.ch](http://www.ge.ch)



### Commentaire du canton de Genève au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Dans le canton de Genève, la taxe sur la dépendance au jeu sert à la prévention du jeu excessif. Sur l'exercice 2017, 67% des dépenses ont été allouées pour la participation genevoise au Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu (PILDJ, sur un mandat de la CLASS au Groupement romand d'étude des addictions) pour des activités d'information, de prévention primaire et secondaire, de formation et de recherche.

27% des dépenses ont été attribuées sous forme d'aide financière à l'association faîtière Carrefour Addictions, entité responsable de la prévention des addictions sur le canton de Genève (tabac, alcool, cannabis, jeu excessif). Cette subvention est répartie comme suit: 8'640 CHF pour des activités de fonctionnement de la structure (back office, y compris pour les activités de prévention du jeu d'argent excessif) ; 10'120 CHF pour des activités transversales sur les addictions dont le jeu d'argent excessif (sensibilisation de la population, conseil, coordination du réseau genevois des addictions, etc.) ; 24'440 CHF sont consacrés à des activités de sensibilisation et de formation des professionnels sur la problématique du jeu excessif virtuel. Enfin 6% de la taxe a permis de compléter le financement d'un poste d'une conseillère scientifique engagée en tant qu'agente spécialisée dans le domaine de la prévention du jeu de hasard et d'argent. Sa mission est de contribuer à l'élaboration et la mise en œuvre de la politique cantonale de la santé et de prévention des maladies dans ce domaine.

La taxe sur la dépendance au jeu est utilisée en complémentarité avec les recettes provenant des taxes perçues sur le produit des jeux de casino, ressources également utilisées pour la prévention du jeu d'argent excessif (également sous forme d'aide financière à l'association Carrefour Addictions).

### Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2017	1'627'157 CHF
Intérêts/Frais administratifs	0 CHF
Affectations/Prélèvements 2017	223'088 CHF
Etat du fonds au 31.12.2017	1'850'245 CHF

TDJ versée par le canton de GE en 2017

Institution / motif du versement	Montant	E	P	Prévention et détection précoce	Conseil et traitement	Recherche et évaluation	Formation et perfectionnement	Autre
Carrefour Addictions Genève	43'200	x		32'400				10'800
GREA Lausanne, programme PILDJ	106'512	x		55'812		20'318	2'739	27'642
Agente spécialisée 0.2 ETP	10'069		x					10'069
<b>TOTAL</b>	<b>159'781</b>			<b>88'212</b>	<b>0</b>	<b>20'318</b>	<b>2'739</b>	<b>48'511</b>

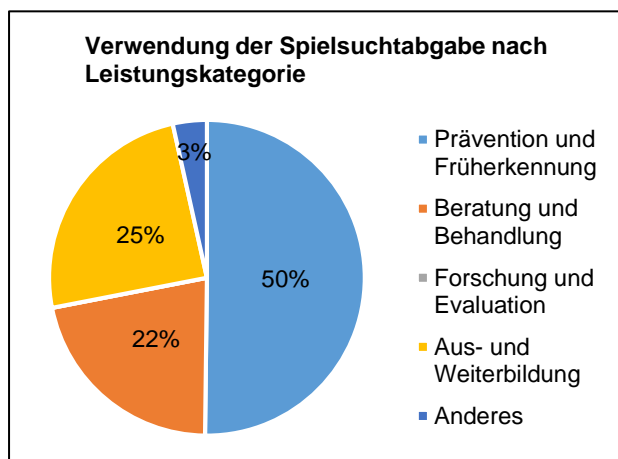
## Kanton Glarus



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2016	20'346 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2017	12'026 CHF
Differenz	8'320 CHF

### Kontakt

Orsolya Ebert  
 Hauptabteilung Gesundheit  
 Departement Finanzen und Gesundheit  
 Rathaus  
 8750 Glarus  
 Telefon: 055 646 61 40  
 E-Mail: orsolya.ebert@gl.ch  
 Internet: www.gl.ch



### Erläuterung des Kantons Glarus über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Glarus ist Mitglied des Interkantonalen Glücksspielsuchtprojektes zur Prävention und Bekämpfung der Glücksspielsucht Ostschweiz. Mit der Umsetzung des Projekts wurde im Rahmen einer Leistungsvereinbarung die Perspektive Thurgau (PTG) beauftragt. Der Ostschweizer Verbund arbeitet bei verschiedenen Projekten mit dem Nordwestschweizer Kooperationsmodell (zehn Kantone, Umsetzung Sucht Schweiz) zusammen.

### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2017	89'653 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'45 CHF
Zuweisung/Entnahme 2017	8'320 CHF
Fondsbestand am 31.12.2017	98'018 CHF



Spielsuchtabgabe-Beiträge 2017, Kanton GL

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Perspektive Thurgau: Interkantonale Glücksspielsuchtprävention*	4'526	x		3'286	616		205	419
Beratung und Therapiestelle Sonnenhügel	2'000	x			2'000			
Wuweg Prävention Glarnerland	3'500		x	1'750			1'750	
Fachverband Sucht Spielsuchtbeitrag	2'000	x		1'000			1'000	
PTG interner Spielsuchtfonds, Anteil Kanton GL (3.8%)								
Bestand am 01.01.2017: CHF 80601.-								
*nicht beanspruchte Mittel: CHF 11037.-								
Bestand am 31.12.2017: CHF 91638.-								
TOTAL Beiträge	12'026			6'036	2'616	0	2'955	419

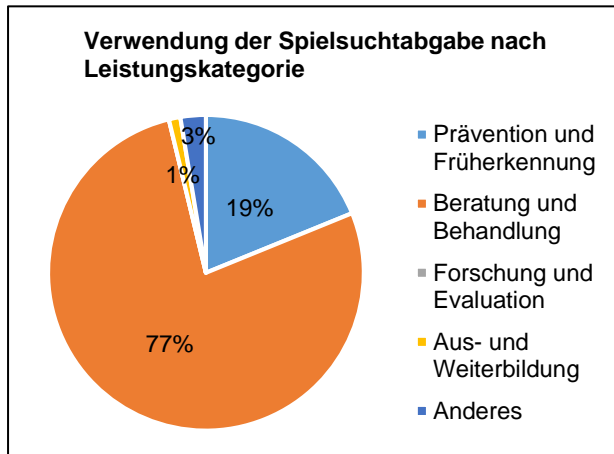
## Kanton Graubünden



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2016	116'185 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2017	78'535 CHF
Differenz	37'650 CHF

### Kontakt

Susanna Gadiant  
 Sozialamt  
 Departement für Volkswirtschaft und Soziales  
 Gürtelstrasse 89  
 7001 Chur  
 Telefon: 081 257 26 51  
 Fax: 081 257 21 48  
 E-Mail: susanna.gadiant@soa.gr.ch  
 Internet: www.soa.gr.ch



### Erläuterung des Kantons Graubünden über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Das kantonale Sozialamt Graubünden erfüllt die Beratung von Menschen mit Spielsuchtproblemen mit einem Beratungsangebot im Bereich der Suchtberatung durch die regionalen Sozialdienste und dem Sozialdienst für Suchtfragen in Chur.

Im Bereich der Spielsuchtprävention hat der Kanton Graubünden zusammen mit den Kantonen AR, AI, GL, SG und TG ein Grundangebot zur Prävention und Bekämpfung der Spielsucht aufgebaut.

Die Grundlage für diese Zusammenarbeit bildet eine Leistungsvereinbarung des Kantons St. Gallen mit der Firma "Perspektive Thurgau" (PTG), die für die operative Geschäftsführung verantwortlich ist. Die effektiven Kosten werden anhand der Wohnbevölkerung jeweils per 31. Dezember auf die beteiligten Kantone verteilt.

Der Ostschweizer Verbund arbeitet bei verschiedenen Projekten mit dem Nordwestschweizer Kooperationsmodell (zehn Kantone, Umsetzung Sucht Schweiz) zusammen.

### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

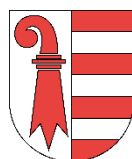
Fondsbestand am 01.01.2017	325'359 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'293 CHF
Zuweisung/Entnahme 2017	37'650 CHF
Fondsbestand am 31.12.2017	363'302 CHF

Reserven bei externen Leistungserbringenden: Der Kanton Graubünden leistet jährlich einen fixen Beitrag an die PTG gemäss der vorhandenen Leistungsvereinbarung. Nicht beanspruchte Mittel werden den Reserven zugeschlagen.

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2017, Kanton GR

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Zahlung an Perspektive Thurgau (davon *nicht beansprucht Fr. 2'041)	20'535	X		14'795	2'774		925	2'041
Suchtberaterstelle (40%)	58'000	X			58'000			
<b>TOTAL Beiträge</b>	78'535			14'795	60'774	0	925	2'041

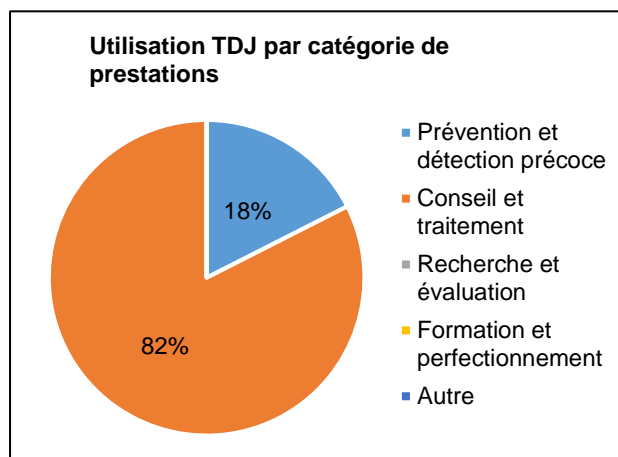
## Canton du Jura



Part de la TDJ 2016	75'722 CHF
Total dépenses du canton en 2017	75'722 CHF
Différence	0 CHF

### Contact

Olivier Etique  
 Service de l'Action Sociale  
 Département de l'Intérieur  
 Faubourg des Capucins 20  
 2800 Delémont  
 Téléphone: 032 420 51 44  
 Fax: 032 420 51 41  
 E-Mail: [olivier.etique@jura.ch](mailto:olivier.etique@jura.ch)  
 Internet: [www.jura.ch](http://www.jura.ch)



### Commentaire du canton du Jura au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Dans le canton du Jura, la problématique de la dépendance au jeu est mandatée à Caritas Jura par le biais de la structure mise en place en vue du désendettement. La taxe sur la dépendance au jeu est intégralement utilisée pour financer la contribution au GREA, la mise à disposition d'un pourcentage d'une assistante sociale employée du Service cantonal de l'Action Sociale. Le solde faisant partie du financement de Caritas-Jura.

### Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2017	0 CHF
Intérêts/Frais administratifs	0 CHF
Affectations/Prélèvements 2017	0 CHF
Etat du fonds au 31.12.2017	0 CHF

TDJ versée par le canton du JU en 2017

Institution / motif du versement	Montant	E	P	Prévention et détection précoce	Conseil et traitement	Recherche et évaluation	Formation et perfectionnement	Autre
Service de l'Action sociale, financ. env. 5 % assistante sociale	5'000	X			5'000			
GREM, Programme intercantonal de lutte contre la dépendance	13'272	X		13'272				
Caritas-Jura, participation au fonctionnement conseil	57'450	X			57'450			
<b>TOTAL</b>	<b>75'722</b>			<b>13'272</b>	<b>62'450</b>	<b>'0</b>	<b>'0</b>	<b>'0</b>

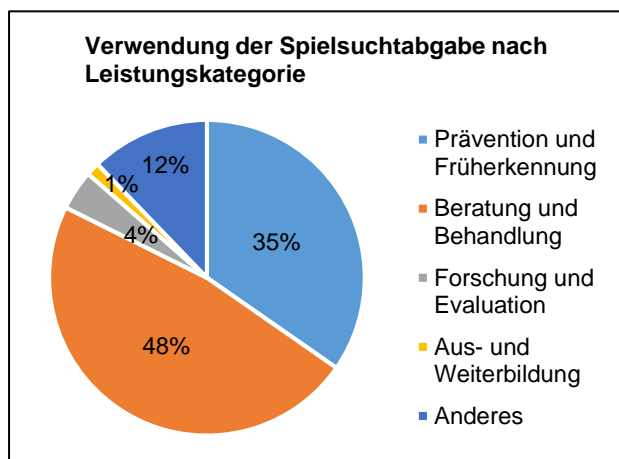
## Kanton Luzern



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2016	175'337 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2017	146'834 CHF
Differenz	28'503 CHF

### Kontakt

Dr. sc. nat., dipl. pharm. Regina Suter  
 Dienststelle Gesundheit und Sport  
 Gesundheits- und Sozialdepartement  
 Meyerstrasse 20  
 Postfach: 3439  
 6002 Luzern  
 Telefon: 041 228 60 98  
 E-Mail: regina.suter@lu.ch  
 Internet: www.gesundheit.lu.ch



### Erläuterung des Kantons Luzern über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Luzern ist Mitglied des Nordwestschweizer Kooperationsmodells mit insgesamt 10 Kantonen und der Sucht Schweiz für den Bereich der Spielsuchtprävention. Kantonale institutionelle Tätigkeiten im Spielsuchtbereich in den Säulen Prävention/Früherkennung und Beratung/Behandlung werden über den Spielsuchtfonds finanziert. Seit 2017 wird Safezone kantonal unterstützt und ein Betrag aus dem Spielsuchtfonds finanziert.

### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2017	845'784 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2017	28'503 CHF
Fondsbestand am 31.12.2017	874'287 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2017, Kanton LU

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Sucht Schweiz, Lausanne / 25 % der Spielsuchtabgabe für Prävention (gemäss Leistungsvereinbarung)	43'834	x		25'918				17'917
Sucht Schweiz, HBSC-Studie	6'000		x			6'000		
Zweckverband für institut. Sozialhilfe und Gesundheitsförderung	10'000	x		10'000				
Dienststelle Gesundheit und Sport	15'000	x		15'000				
SoBZ Kt Luzern (4 SoBZ)	60'000	x			60'000			
SoBZ Luzern, Projekt Safe Zone	10'000		x		10'000			
Fachverband Sucht	2'000	x					2'000	
<b>TOTAL Beiträge</b>	<b>146'834</b>			<b>50'918</b>	<b>70'000</b>	<b>6'000</b>	<b>2'000</b>	<b>17'917</b>

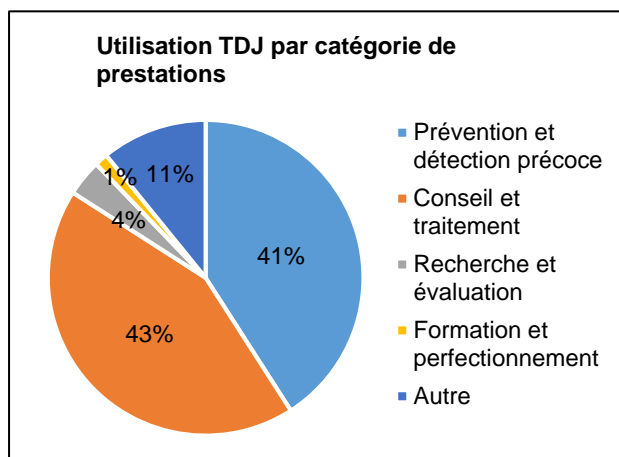
## Canton de Neuchâtel



Part de la TDJ 2016	181'623 CHF
Total dépenses du canton en 2017	181'623 CHF
Différence	0 CHF

### Contact

Responsable prévention Fondation Addiction Neuchâtel  
 Valérie Wenger Pheulpin  
 Fondation Addiction Neuchâtel  
 Fausses-Brayes 5  
 2000 Neuchâtel  
 Téléphone: 032 886 86 10  
 Fax: 032 886 86 49  
 E-Mail: [valerie.wengerpheulpin@ne.ch](mailto:valerie.wengerpheulpin@ne.ch)  
 Internet: [www.addiction-neuchatel.ch](http://www.addiction-neuchatel.ch)



### Commentaire du canton de Neuchâtel au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

La République et Canton de Neuchâtel, représentée par son service d'accompagnement et d'hébergement de l'adulte (SAHA), rattaché au Département de la justice, de la sécurité et de la culture (DJSC) a donné mandat à la Fondation Addiction Neuchâtel (AN) de mettre en place sur son territoire des dispositifs et des interventions censés prévenir l'addiction au jeu et venir en aide aux personnes souffrant de pathologies liées à la dépendance au jeu. Le Canton de Neuchâtel, par le SAHA, s'engage à réserver à la AN l'entier du RBJ, après déduction de la part revenant au GREA pour le PILDJ. Le montant touché est communiqué en juin par la LORO, et versé au mandataire de suite, aussitôt réglée la facture du GREA. Addiction Neuchâtel s'engage à mettre tout en œuvre, avec les moyens à disposition, pour rendre son action en faveur de la population-cible du PILDJ la plus efficace possible; elle est libre de choisir les moyens et les ressources pour atteindre cet objectif. Elle rend compte des dépenses encourues lors de la remise annuelle de ses comptes au SAHA. Elle informe le SAHA régulièrement, mais au moins une fois par année lors d'une séance organisée à son initiative, de l'avancement des travaux et de l'état des dossiers en cours. De plus, elle représente le canton de Neuchâtel au sein du groupe d'accompagnement du PILDJ, qui se réunit quatre fois par année. (Extrait de la convention de collaboration entre le canton de Neuchâtel et la Fondation Addiction Neuchâtel)

### Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2017	169'642 CHF
Intérêts/Frais administratifs	CHF
Affectations/Prélèvements 2017	0 CHF
Etat du fonds au 31.12.2017	169'642 CHF



TDJ versée par le canton de NE en 2017

Institution / motif du versement	Montant	E	P	Prévention et détection précoce	Conseil et traitement	Recherche et évaluation	Formation et perfectionnement	Autre
Fondation Addiction Neuchâtel	146'175	X		55'744	78'391		1'537	10'503
GREA/PILDJ	35'448	X		18'575		6'762	912	9'200
<b>TOTAL</b>	<b>181'623</b>			<b>74'319</b>	<b>78'391</b>	<b>6'762</b>	<b>2'448</b>	<b>19'703</b>

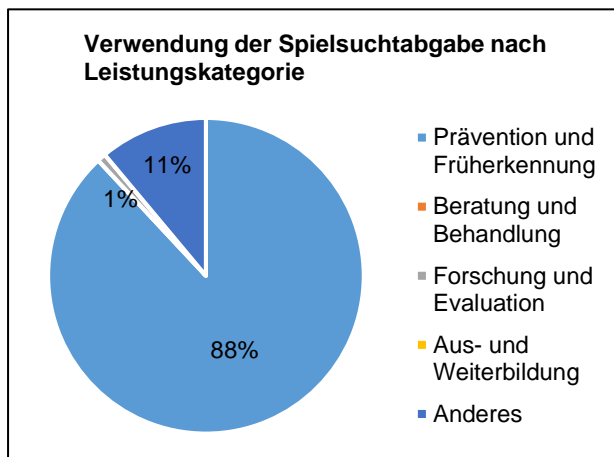
## Kanton Nidwalden



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2016	19'420 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2017	17'965 CHF
Differenz	1'455 CHF

### Kontakt

Barbara Etienne  
 Sozialamt/Abteilung Gesundheitsförderung und Integration  
 Gesundheits- und Sozialdirektion  
 Marktgasse 3  
 6370 Stans  
 Telefon: 041 618 75 90  
 E-Mail: barbara.etienne@nw.ch  
 Internet: www.gfi.nw.ch



### Erläuterung des Kantons Nidwalden über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Nidwalden setzt die Gelder in Prävention und Früherkennung von Glücksspielsucht mittels des interkantonalen Projekts Glücksspielsucht ein. Das Mandat dazu hat Sucht Schweiz. Die Mittel aus der Spielsuchtabgabe wurden für ein grösseres Theaterprojekt "Glücksspielsucht 2019", zurückbehalten, deshalb sind die Reserven im Fondsbestand entsprechend hoch. Ein anderer Teil der Mittel aus der Spielsuchtabgabe setzt der Kanton in die primäre Prävention im Bereich der geldspielsuchtunspezifischen Prävention ein wie die allgemeine Spielsucht im Internet mit diversen Massnahmen in Schulen. Dabei sind Kinder und Jugendliche die Zielgruppe.

### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2017	78'341 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2017	1'455 CHF
Fondsbestand am 31.12.2017	79'796 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2017, Kanton NW

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Sucht Info Schweiz /Interkantonale Glücksspielsucht	4'855	x		2'707		'158		1'990
Kurse Kinder/Jugendliche Internetkompetenz	1'891		X	1'891				
Kampagne Jugendliche ((Geld)Spielsucht)	11'219		X	11'219				
<b>TOTAL Beiträge</b>	<b>17'965</b>			<b>15'817</b>	<b>'0</b>	<b>'158</b>	<b>'0</b>	<b>1'990</b>

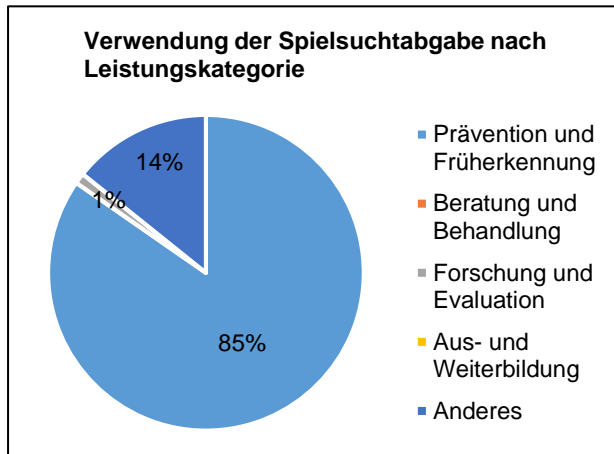
# Kanton Obwalden



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2016	15'676 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2017	11'477 CHF
Differenz	4'198 CHF

## Kontakt

Beauftragte für Prävention und Gesundheitsförderung,  
 Stellenleitung  
 Christine Durrer  
 Sozialamt/Fachstelle Gesellschaftsfragen  
 Sicherheits- und Justizdepartement  
 Dorfplatz 4  
 Postfach: 1261  
 6061 Sarnen  
 Telefon: 041 666 60 66  
 Fax: 041 666 64 14  
 E-Mail: [christine.durrer@ow.ch](mailto:christine.durrer@ow.ch)  
 Internet: [www.gesellschaftsfragen.ow.ch](http://www.gesellschaftsfragen.ow.ch)



## Erläuterung des Kantons Obwalden über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Seit 2009 beteiligt sich der Kanton Obwalden an dem Interkantonalen Kooperationsmodell, welches Sucht Schweiz das Mandat zur Planung und Durchführung von Präventionsmassnahmen im Bereich Glücksspiel erteilt. Der Kanton überweist jährlich 25% der Spielsuchtabgabe, vertraglich geregelt bis 2018. Da im Kanton mit seinen rund 36'000 Einwohnern und 7 Gemeinden kein Spielcasino steht, fokussieren wir unsere Präventionsarbeit mit den restlichen 75% der Mittel auf den Bereich Neue Medien. Die Massnahmen umfassen Angebote zur Vermittlung von Medienkompetenz für Kinder/Jugendliche, Eltern und MultiplikatorInnen. Diese Massnahmen zielen auch auf die Prävention von Online-Gambling. Das Internet erlaubt noch immer Spielen ohne Grenzen und bietet problematischem Suchtverhalten Hand. Mit der Förderung von Medienkompetenz über die Schulen gelingt uns ein chancengerechter Zugang zu allen Kindern und Jugendlichen. Wir sind überzeugt, damit einen Beitrag zur Verminderung von Glücksspielabhängigkeit zu leisten.

## Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2017	-1'922 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	CHF
Zuweisung/Entnahme 2017	4'198 CHF
Fondsbestand am 31.12.2017	2'276 CHF



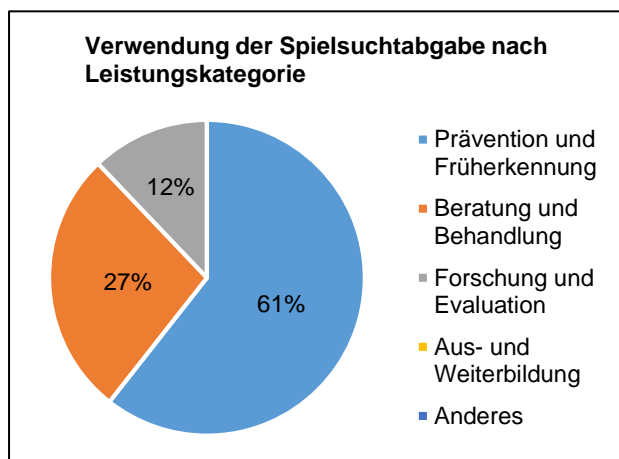
## Kanton Schaffhausen



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2016	33'858 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2017	33'000 CHF
Differenz	'858 CHF

### Kontakt

Christoph Roost  
 Sozialamt  
 Departement des Innern  
 Platz 4  
 Postfach: 1421  
 8201 Schaffhausen  
 Telefon: 052 632 73 83  
 Fax: 052 632 78 30  
 E-Mail: christoph.roost@ktsh.ch  
 Internet: www.sh.ch



### Erläuterung des Kantons Schaffhausen über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Schaffhausen hat eine Leistungsvereinbarung mit dem Trägerverein der Fachstelle für Gesundheitsförderung, Prävention und Suchthilfe, welche die Aufgaben in der Prävention und Beratung der Spielsucht operativ wahrnimmt und die Bekämpfung der sozialschädlichen Auswirkungen des Glücksspiels aktiv angeht. Die der Fachstelle zugesprochenen Mittel werden in erster Linie für präventive Projekte (freelance-Angebot für Schulklassen und mittels einem interkantonal entwickelten Selbsthilfeteam Glücksspielsucht) eingesetzt. An dem Präventionsprogramm SOS Spielen ohne Sucht beteiligten sich 2017 folgende 16 Deutschschweizer Kantone: BS, BL, NW, OW, BE SO, LU ZG, AG, UR, SG, TAG, GR GL, AI, AR und SH. Es finden auch immer wieder direkte Beratungen statt. Die Zusammenarbeit mit dem lokalen Spielcasino findet in einem kooperativen Umfeld statt. Der Kanton führt keinen eigenen Fonds für die Spielsuchtabgabe, vielmehr ist er Bestandteil des Fonds für Suchtprophylaxe und Gesundheitsförderung. Dieser wird neben der Spielsuchtabgabe durch die kantonale Alkoholabgabe, dem Alkoholzehntel und kantonseigenen Beiträgen alimentiert. Die Mittelverwendung im Jahr 2017 liegt im Rahmen der Erwartungen.

### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2017	201'393 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2017	'858 CHF
Fondsbestand am 31.12.2017	202'251 CHF



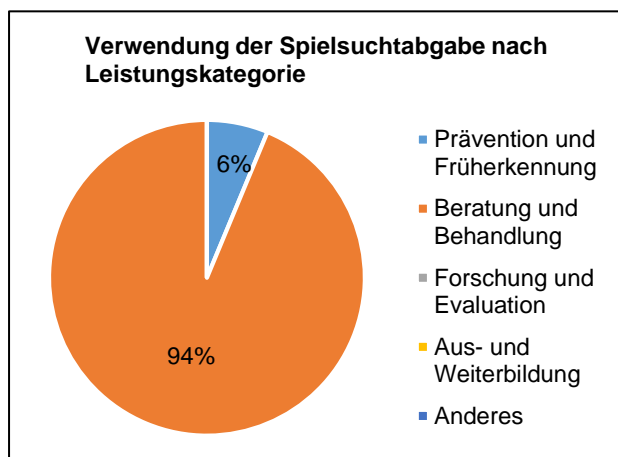
## Kanton Schwyz



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2016	75'636 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2017	67'000 CHF
Differenz	8'636 CHF

### Kontakt

Fachbereich Existenzsicherung  
 Markus Erni  
 Amt für Gesundheit und Soziales  
 Departement des Innern  
 Kollegiumstrasse 28  
 Postfach: 2161  
 6431 Schwyz  
 Telefon: 041 819 16 57  
 E-Mail: markus.erni@sz.ch  
 Internet: www.sz.ch



### Erläuterung des Kantons Schwyz über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Die Spielsuchtabgabe wird im Kanton Schwyz insbesondere für Prävention und Früherkennung sowie für die Beratung und Behandlung verwendet. Ein wesentlicher Teil der Gelder wurde der Fachstelle Schuldenfragen des Kantons Schwyz zugesprochen. Diese setzt Begleitmassnahmen einer Geldspielsuchtbehandlung um, indem sie Betroffene berätet und begleitet, welche aufgrund einer Spielsucht in Schulden geraten sind. Ausserdem führt die Fachstelle Schuldenfragen des Kantons Schwyz Präventionsveranstaltungen an Oberstufenschulen durch, wobei über den richtigen Umgang mit dem Einkommen sowie über entsprechende Schuldenrisiken, z.B. einer Spielsucht, informiert wird. Der Kanton wendet jährlich insgesamt CHF 174'000.-- für die Fachstelle Schuldenfragen auf.

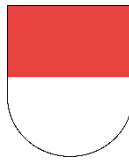
### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2017	76'990 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2017	8'636 CHF
Fondsbestand am 31.12.2017	85'626 CHF





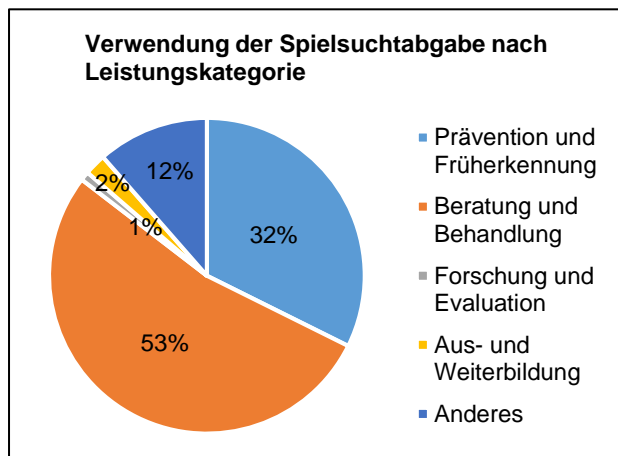
# Kanton Solothurn



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2016	152'571 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2017	135'643 CHF
Differenz	16'928 CHF

## Kontakt

Leiter Fachstelle Prävention & Gesundheitsförderung  
 Christian Bachmann  
 Amt für soziale Sicherheit  
 Departement des Innern  
 Ambassadorsenhof/Riedholzplatz 3  
 4509 Solothurn  
 Telefon: 032 627 63 17  
 E-Mail: christian.bachmann@ddi.so.ch  
 Internet: www.aso.so.ch



## Erläuterung des Kantons Solothurn über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Die Mittel der Spielsuchtabgabe werden im kantonalen Fonds für die Prävention und Bekämpfung der Spielsucht verwaltet. Im Jahr 2017 wurden sie folgendermassen eingesetzt:

1. Beitrag an die Schuldenberatung AG-SO für Leistungen im Bereich der Geldspielsuchtberatung 2017. Die Schuldenberatung ist im Kanton Solothurn die Beratungsstelle, die bis anhin am meisten Spielsüchtige erreicht (u.a. mittels spezifischen Flyern in Casinos) und unterstützt.

2. Leistungsvereinbarung mit der Sucht Schweiz. Der Kanton Solothurn hat sich mit 9 weiteren Kantonen der Nordwest- und Innerschweiz zu einem Kooperationsmodell zusammengeschlossen und die Sucht Schweiz mandatiert, Präventionsmassnahmen zu konzipieren und umzusetzen und Forschungsprojekte in Auftrag zu geben.

Dabei wurden im Jahr 2017 folgende Leistungen erbracht: Website [www.sos-spielsucht.ch](http://www.sos-spielsucht.ch) / Helpline 0800 040 080 / Erarbeitung eines Web-Selbsthilfetools / Aktualisierung und Versand Sensibilisierungsmaterialien / Migration: Entwicklung eines Moduls für Femmes-Tische/Väter-Foren / Vorbereitung nationale Kampagne 2018/19 / Forschung: Literaturanalyse bezüglich Monitoringinstrumente / Unterrichtsmaterialien bereitstellen auf [www.sos-spielsucht.ch](http://www.sos-spielsucht.ch) und [www.feel-ok.ch](http://www.feel-ok.ch). (Die Aufteilung in die Leistungsfelder unter Punkt 6 erfolgt gemäss Angabe von Sucht Schweiz. Fr. 15'521.50 wurden nicht verwendet).

3. Beitrag an den Fachverband Sucht für wiederkehrende Aktivitäten zur Prävention der Glücksspielsucht im 2017. Folgende Leistungen wurden erbracht: Fortbildungen zum Thema „Glücksspielsucht in Beratung und Therapie“, „Biologische und entwicklungspsychologische Grundlagen stoff-ungebundener Suchtstörungen“ sowie „Verhaltenssüchte – Grundlagen, Beurteilung und Intervention“ / Führen einer Fachgruppe Glücksspielsucht, die den Fachleuten der Deutschschweiz die Gelegenheit zu überkantonalen Vernetzungstreffen ermöglicht / kontinuierliche Vernetzung, mit dem Ziel, stets über den aktuellen Stand der Dinge in den Bereichen Forschung und Praxis zu sein und den Informationsfluss zu Fachpersonen in der Deutschschweiz aktiv zu bewirtschaften / Politische Arbeit (z.B. Mitwirkung bei der Erarbeitung des neuen Geldspielgesetzes).

## Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2017	372'403 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2017	16'928 CHF
Fondsbestand am 31.12.2017	389'331 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2017, Kanton SO

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Verein Schuldenberatung Aarg.-Solothurn: Jahresbeitrag 2017	93'500		x	21'500	72'000			
Sucht Schweiz (Lausanne): Jahrebeitrag 2016	38'143	x		21'372		1'249		15'522
Fachverband Sucht (Zürich): Beitrag 2017	4'000		x	1'000			3'000	
<b>TOTAL Beiträge</b>	135'643			43'872	72'000	1'249	3'000	15'522

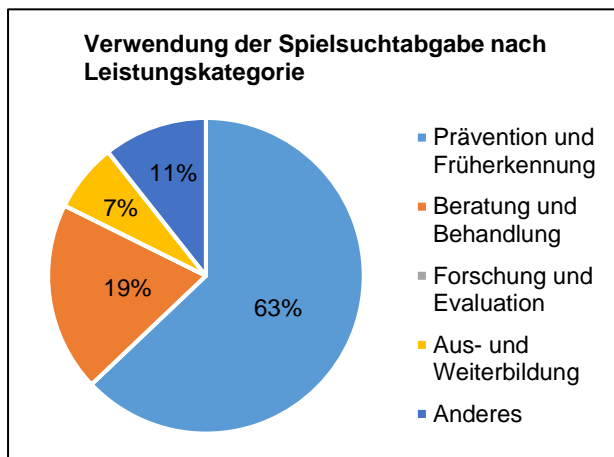
## Kanton St. Gallen



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2016	222'436 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2017	60'700 CHF
Differenz	161'736 CHF

### Kontakt

Fachbereichsleitung Sucht und Sexual Health  
Martina Gadiant  
Kantonsarztamt  
Gesundheitsdepartement  
Oberer Graben 32  
9001 St. Gallen  
Telefon: 058 229 43 48  
E-Mail: [martina.gadiant@sg.ch](mailto:martina.gadiant@sg.ch)  
Internet: [www.gesundheit.sg.ch](http://www.gesundheit.sg.ch)



### Erläuterung des Kantons St. Gallen über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton St.Gallen ist mit 5 weiteren Kantonen (AI, AR, GL, GR, TG) Mitglied des Interkantonalen Glücksspiel-suchtprojektes zur Prävention, Früherkennung und Bekämpfung der Glücksspielsucht Ostschweiz. Mit der Umsetzung des Projekts wurde im Rahmen einer Leistungsvereinbarung die Perspektive Thurgau (PTG) beauftragt. Der Ostschweizer Verbund arbeitet bei verschiedenen Projekten mit dem Nordwestschweizer Kooperationsmodell (zehn Kantone, Umsetzung Sucht Schweiz) zusammen. Der Anteil der Beteiligung für den Kanton St.Gallen an den gesamten Kosten (LV, Projekte) im Verbund beträgt 46,6 %. Die Leistungsvereinbarung enthält die Angebote einer Helpline (Telefonberatung), einer Onlineberatung, dem Betreiben der Homepage [www.sos-spielsucht.ch](http://www.sos-spielsucht.ch), ein Migrationsprojekt usw. Erläuterung zur Reserve bei externen Leistungserbringern: nicht beanspruchtes Budget bildet eine Reserve, welche für zusätzliche Präventionsprojekte eingesetzt werden kann. Der Spielsuchtabgabefonds stellt sicher, dass zum einen unter dem Jahr auch noch kleinere Projekte unterstützt werden können oder dass künftig nach Lösungen für die direkte Beratung von Glücksspielsüchtigen gesucht wird. Die Behandlung und Beratung von Personen mit Glücksspielsucht soll künftig aus diesen Mitteln gestärkt werden.

### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2017	1'359'043 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	CHF
Zuweisung/Entnahme 2017	161'736 CHF
Fondsbestand am 31.12.2017	1'520'779 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2017, Kanton SG

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
PTG: Prävention und Früherkennung Glücksspielsucht, Interkantonale	51'700	x		36'189	6'786		2'262	6'463
Fachverband Sucht	4'000		x	2'000			2'000	
SafeZone Online-Beratung	5'000	x			5'000			
<b>TOTAL Beiträge</b>	<b>60'700</b>			<b>38'189</b>	<b>11'786</b>	<b>0</b>	<b>4'262</b>	<b>6'463</b>

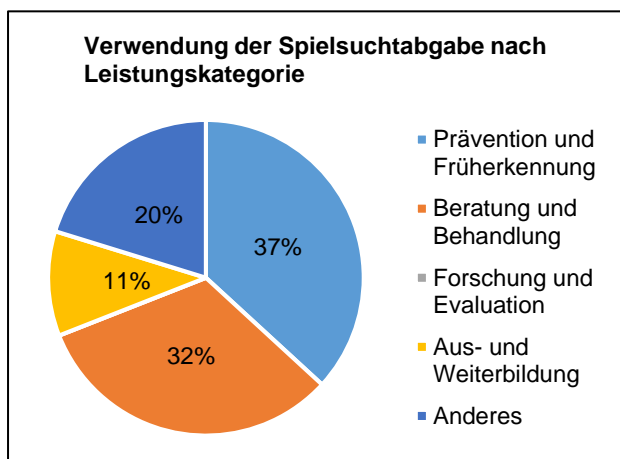
# Kanton Thurgau



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2016	109'430 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2017	59'306 CHF
Differenz	50'124 CHF

## Kontakt

Beauftragte für Gesundheitsförderung, Prävention und Sucht  
 Judith Hübscher Stettler  
 Amt für Gesundheit  
 Departement für Finanzen und Soziales  
 Promenadenstrasse 16  
 8510 Frauenfeld  
 Telefon: 058 345 68 68  
 E-Mail: [judith.huebscher@tg.ch](mailto:judith.huebscher@tg.ch)  
 Internet: [www.gesundheit.tg.ch](http://www.gesundheit.tg.ch)



## Erläuterung des Kantons Thurgau über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Thurgau ist mit fünf weiteren Kantonen (AI, AR, GL, GR, SG) Mitglied des Interkantonalen Glücksspielprojekts zur Prävention und Bekämpfung der Glücksspielsucht Ostschweiz. Mit der Umsetzung dieser Zusammenarbeit wurde im Rahmen einer Leistungsvereinbarung die Perspektive Thurgau beauftragt. Der Ostschweizer Verbund arbeitet bei verschiedenen Projekten mit dem Nordwestschweizer Kooperationsmodell (zehn Kantone, Umsetzung durch Sucht Schweiz) zusammen. Die interkantonale Zusammenarbeit hat zum Ziel, schnelle und unkomplizierte Ersthilfe sowie Informationsvermittlung für Betroffene und Angehörige auf verschiedenen Kanälen (E-Mail, Telefon, Webseite, Beratungsstellen) sicherzustellen, die Bevölkerung für die Risiken exzessiven Glücksspiels zu sensibilisieren, die professionelle Kompetenz der Beratungsangebote in der Region zu verbessern und die Bemühungen zur Bekämpfung der Spielsucht zu koordinieren. Im vergangenen Jahr wurde in der Ostschweiz das Grundangebot aufrechterhalten und das ganze Jahr hindurch Onlinemarketing-Massnahmen umgesetzt.

Ergänzend zur interkantonalen Zusammenarbeit wurden im Kanton Thurgau zwei regionale Stellen aus dem Spielsuchtfonds mit je einem Betriebsbeitrag unterstützt (Perspektive Thurgau: Sicherstellung eines Beratungsangebots im Bereich Spielsucht und entsprechende Weiter-/Fortbildung für Beratende; BENEFO Stiftung Frauenfeld: Unterstützung der Budgetberatung/Schuldensanierung).

Das Projekt "Sensibilisierungsaktion Glücksspielsucht Schule und Jugendtreffs: Informationsveranstaltungen und Ideenwettbewerb für ein Präventionsvideo" (finanziert mit Beiträgen von 2016) wurde 2017 durchgeführt. Jugendtreff-Mitarbeitende und Lehrpersonen wurden zum Thema Glücksspielsucht sensibilisiert. Erstere erhielten ein Glücksspiel-Präventions-Package mit Informationsmaterialien und Lehrpersonen wurde die Unterrichtseinheit zum Online-Glücksspiel des Freelance-Moduls "Neue Medien" vorgestellt. 61 Jugendliche bearbeiteten zudem das Thema Online-Glücksspiel. Sie entwickelten Ideen für einen kurzen Videoclip. Die beste Idee wurde umgesetzt und der Öffentlichkeit und Fachpersonen zugänglich gemacht.

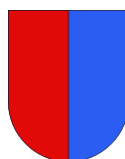
## Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2017	332'116 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	498 CHF
Zuweisung/Entnahme 2017	50'124 CHF
Fondsbestand am 31.12.2017	382'738 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2017, Kanton TG

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
SOS Helpline und Website (interkantonales Grundangebot, Projektleit	27'306	x		21'845	4'096		1'365	
Budgetberatung/Schuldensanierung der BENEFO Stiftung Frauenfeld	12'000	x						12'000
Suchtberatung Perspektive Thurgau (Sicherstellen eines Beratungsang	20'000	x			15'000		5'000	
<b>TOTAL Beiträge</b>	<b>59'306</b>			<b>21'845</b>	<b>19'096</b>	<b>0</b>	<b>6'365</b>	<b>12'000</b>

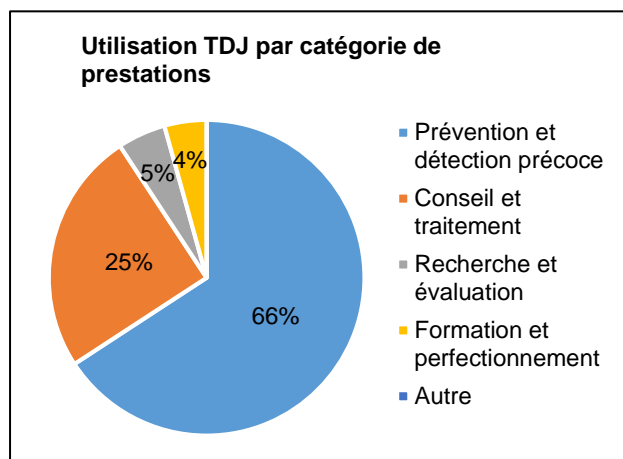
## Cantone Ticino



Part de la TDJ 2016	210'619 CHF
Total dépenses du canton en 2017	186'400 CHF
Différence	24'219 CHF

### Contact

Fondo gioco patologico  
 Giorgio Stanga  
 Ufficio fondi Swisslos e Sport-toto  
 Dipartimento dell'educazione, della cultura e dello sport  
 Piazza Governo 7  
 6501 Bellinzona  
 Téléphone: 091 814 34 13  
 Fax: 091 814 44 20  
 E-Mail: decs-uf@ti.ch  
 Internet: www.ti.ch/giocopatologico



### Commentaire du canton du Ticino au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Nel 2017 il Gruppo Azzardo Ticino - Prevenzione (GAT-P), conformemente all'Accordo di collaborazione del 2015, ha continuato ad occuparsi del coordinamento dei progetti e delle attività nell'ambito della prevenzione del gioco eccessivo, della sensibilizzazione dell'opinione pubblica sui problemi legati al gioco e del servizio di sostegno ai giocatori problematici e patologici e alle loro famiglie.

A Telefono Amico Ticino e Grigioni Italiano è stato confermato il contributo annuo per la gestione del Servizio di ascolto 143, con particolare riferimento all'attività di prevenzione dei disagi legati al gioco patologico.

L'associazione Radix Svizzera Italiana, su mandato del Cantone, ha proseguito con il progetto Peer Education per la prevenzione al gioco d'azzardo, tramite l'aggiornamento e la diffusione nelle scuole professionali della mostra interattiva "Non farti fregare dal gioco".

### Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2017	258'813 CHF
Intérêts/Frais administratifs	-2'178 CHF
Affectations/Prélèvements 2017	24'219 CHF
Etat du fonds au 31.12.2017	280'854 CHF

Il Cantone Ticino, considerata la sua "particolare" situazione, sia dal punto di vista geografico sia da quello linguistico, non ha aderito ad alcun programma intercantonale di prevenzione e lotta contro la dipendenza dal gioco. Il nostro Cantone collabora in ogni caso con i vari enti attivi nelle altre regioni della Svizzera.

I costi amministrativi e di gestione del Fondo gioco patologico sono assunti dal Fondo Swisslos.





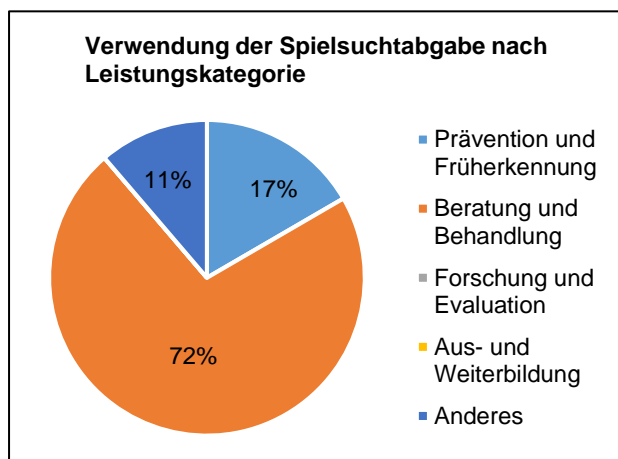
## Kanton Uri



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2016	15'465 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2017	13'866 CHF
Differenz	1'599 CHF

### Kontakt

Vorsteher Amt für Soziales  
 Samuel Bissig  
 Amt für Soziales  
 Gesundheits-, Sozial- und Umweltdirektion  
 Klausenstrasse 4  
 6460 Altdorf  
 Telefon: 041 875 21 52  
 E-Mail: samuel.bissig@ur.ch  
 Internet: www.ur.ch



### Erläuterung des Kantons Uri über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Die Spielsuchtabgabe im Kanton Uri wird hauptsächlich für die Beratung und die Früherkennung und Prävention von Spielsucht eingesetzt. Die Beiträge gehen an zwei Institutionen.

### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2017	37'383 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'93 CHF
Zuweisung/Entnahme 2017	1'599 CHF
Fondsbestand am 31.12.2017	39'075 CHF



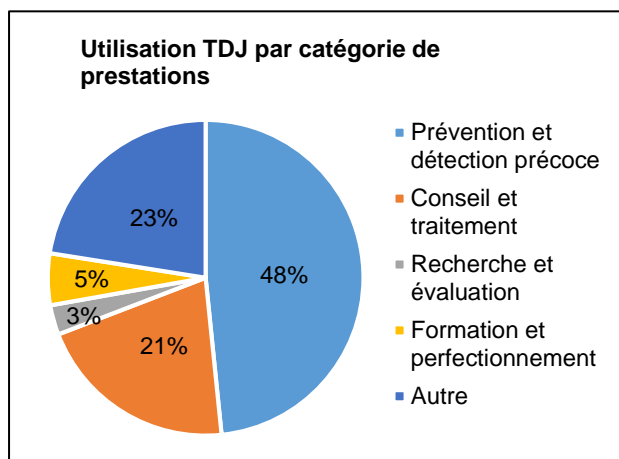
## Canton du Valais



Part de la TDJ 2016	387'907 CHF
Total dépenses du canton en 2017	374'808 CHF
Différence	13'099 CHF

### Contact

Fonds pour la lutte contre la dépendance au jeu  
 Laurent Léger  
 Service de l'industrie, du commerce et du travail  
 Département de l'économie et de la formation  
 Av. du Midi 7  
 Case postale: 478  
 1950 Sion  
 Téléphone: 027 606 73 14  
 E-Mail: l.leger@admin.vs.ch  
 Internet: www.vs.ch/sict



### Commentaire du canton du Valais au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Dans le canton du Valais, le 0.5% du bénéfice de la loterie romande est versé dans un fonds cantonal de lutte contre la dépendance au jeu, lequel est rattaché administrativement au Service de l'industrie, du commerce et du travail. Ce fonds est géré par une commission qui regroupe le chef du Service de l'industrie, le chef du Service de l'action sociale, le médecin cantonal ainsi qu'un collaborateur du Service de l'enseignement en charge de la prévention dans les écoles. Actuellement, ce fonds participe au financement du programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu (PILDJ). De plus, il sert à financer les deux mandats de prestations qui ont été signés avec Addiction Valais et Caritas Valais. Depuis 2016, la commission encourage la mise sur pied de projets spécifiques mis sur pied conjointement par Addiction Valais et Caritas Valais.

### Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2017	900'407 CHF
Intérêts/Frais administratifs	CHF
Affectations/Prélèvements 2017	13'099 CHF
Etat du fonds au 31.12.2017	913'506 CHF

TDJ versée par le canton du VS en 2017

Institution / motif du versement	Montant	E	P	Prévention et détection précoce	Conseil et traitement	Recherche et évaluation	Formation et perfectionnement	Autre
Caritas Valais	65'000	x			65'000			
Addiction Valais	250'000	x		150'000	12'870	0	18'300	68'830
Programme intercantonal (PILDJ)	59'808	x		31'339		11'409	1'538	15'522
<b>TOTAL</b>	<b>374'808</b>			<b>181'339</b>	<b>77'870</b>	<b>11'409</b>	<b>19'838</b>	<b>84'352</b>

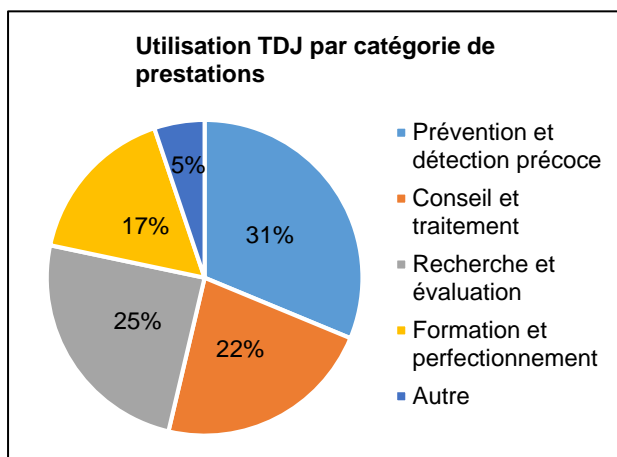
## Canton de Vaud



Part de la TDJ 2016	759'057 CHF
Total dépenses du canton en 2017	759'057 CHF
Différence	'0 CHF

### Contact

Hugues Balthasar  
 Office du médecin cantonal/Service de la santé publique  
 Département de la santé et de l'action sociale  
 Avenue des Casernes 2  
 1014 Lausanne  
 Téléphone: 021 316 44 63  
 E-Mail: hugues.balthasar@vd.ch  
 Internet: www.vd.ch/sante



### Commentaire du canton de Vaud au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

-

### Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2017	CHF
Intérêts/Frais administratifs	CHF
Affectations/Prélèvements 2017	'0 CHF
Etat du fonds au 31.12.2017	'0 CHF

TDJ versée par le canton de VD en 2017

Institution / motif du versement	Montant	E	P	Prévention et détection précoce	Conseil et traitement	Recherche et évaluation	Formation et perfectionnement	Autre
Centre du jeu excessif (CJE) - CHUV	607'983	x	x	158'076	170'235	158'076	121'597	'0
Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu	151'074	x	x	79'163		28'819	3'885	39'207
<b>TOTAL</b>	<b>759'057</b>			<b>237'238</b>	<b>170'235</b>	<b>186'895</b>	<b>125'481</b>	<b>39'207</b>

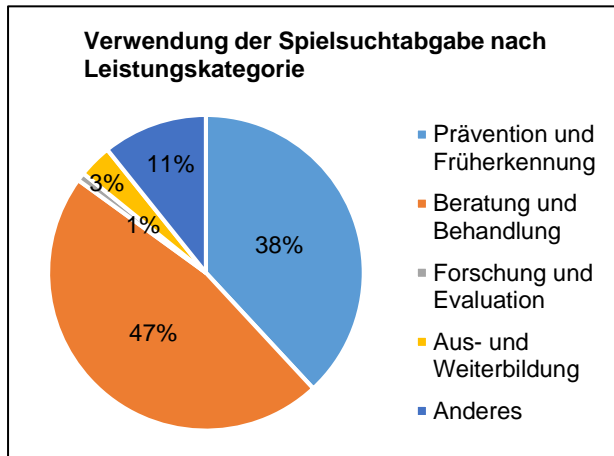
# Kanton Zug



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2016	61'040 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2017	58'578 CHF
Differenz	2'462 CHF

## Kontakt

Abteilungsleiter Kinder- und Jugendgesundheit  
 Olivier Favre  
 Amt für Gesundheit  
 Aegeristrasse 56  
 6300 Zug  
 Telefon: 041 728 39 39  
 Fax: 041 728 39 40  
 E-Mail: [olivier.favre@zg.ch](mailto:olivier.favre@zg.ch)  
 Internet: [www.zg.ch/gesund](http://www.zg.ch/gesund)



## Erläuterung des Kantons Zug über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Die Spielsuchtabgabe wird im Kanton Zug zur Bekämpfung der sozialschädlichen Auswirkungen des Geldspielkonsums eingesetzt, insbesondere zur Prävention, Früherkennung und Frühintervention sowie Behandlung der Glücksspielsucht. Gemäss Zuger Kantonsratsentscheid wird der gesamte Betrag dem Amt für Gesundheit überwiesen, welches für die Verwendung der Gelder zuständig ist. Im Berichtsjahr 2017 flossen 25% (Fr. 15'260.-) der zugesprochenen Gelder an Sucht Schweiz, welche aufgrund eines Leistungsvertrages (interkantonale Vereinbarung) Massnahmen im Bereich Glücksspielsuchtprävention plant und umsetzt. Sucht Schweiz weist für den Kanton Zug per 31.12.2017 ein Guthaben von Fr. 12'376.- auf. Zusätzlich wird der Fachverband Sucht und damit die Weiterbildung von Fachpersonen mit einem Betrag von Fr. 2'000.- unterstützt. Ein Teil des Geldes (45%) wurde der Abteilung Suchtberatung zugewiesen, welche im Berichtsjahr insgesamt 23 Personen (18 Betroffene, 5 Angehörige) im Bereich Spielsucht beraten hat. Der Rest wurde der Abteilung Kinder- und Jugendgesundheit gutgeschrieben. Diese Gelder wurden für die Umsetzung von Präventionsmassnahmen z.B. in Schulen, wie freelance Präventionsprogramm, die Durchführung von Workshops, Projekttagen und Vorträgen zum Thema Glücksspiel- und/oder Online-sucht eingesetzt. Erneut fand im Herbst 2017 eine Veranstaltung/Fortbildung für Fachpersonen (Schuldenberatungsstellen, Sozialdienste, Hausärzte, Psychiater, Psychologen etc.) statt. Ausserdem wurden in den Zuger Kinos über zwei Monate (Sujets aus dem freelance Contest), auf die Angebote im Bereich Glücksspielsucht, der Suchtberatung und sos-spielsucht (safezone) aufmerksam gemacht.

## Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2017	3'358 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2017	2'462 CHF
Fondsbestand am 31.12.2017	5'820 CHF



Spielsuchtabgabe-Beiträge 2017, Kanton ZG

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
AFG, Suchtberatung, Zug: Beratung und Therapie	27'468	X			27'468			
Sucht Schweiz, Lausanne: Leistungsvertrag Jahresbeitrag	15'260	X		8'467		495		6'298
AFG: Kinder- und Jugendgesundheit, Zug Prävention und Früherkennu	13'850	X		13'850				
Fachverband Sucht, Zürich: Aus- und Weiterbildung	2'000	X					2'000	
<b>TOTAL Beiträge</b>	<b>58'578</b>			<b>22'317</b>	<b>27'468</b>	<b>495</b>	<b>2'000</b>	<b>6'298</b>

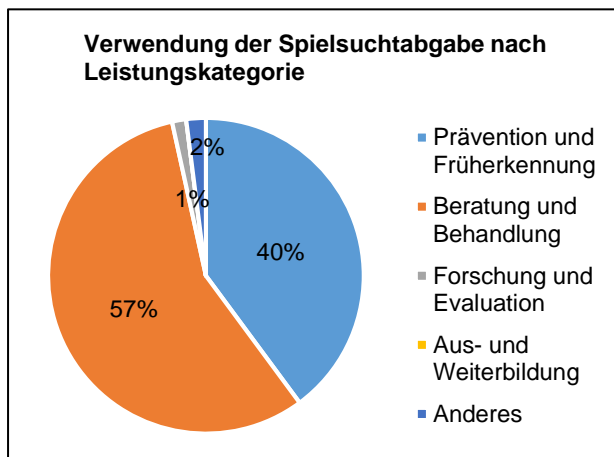
## Kanton Zürich



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2016	664'658 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2017	697'068 CHF
Differenz	-32'410 CHF

### Kontakt

Lic. iur. Peter Schärer  
 Generalsekretariat  
 Sicherheitsdirektion Kanton Zürich  
 Neumühlequai 10  
 Postfach  
 8090 Zürich  
 Telefon: 043 259 21 20  
 Fax: 043 259 51 36  
 E-Mail: peter.schaerer@ds.zh.ch



### Erläuterung des Kantons Zürich über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Das vom Regierungsrat des Kantons Zürich am 12. Januar 2011 genehmigte Konzept zur Prävention und Behandlung von Glückspielsucht, insbesondere Lotteriespielsucht im Kanton Zürich (RRB Nr. 36/2011), sieht den Betrieb eines Zentrums für Spielsucht und andere Verhaltenssuchte vor. Als Trägerin wurde Radix, Schweizer Kompetenzzentrum für Gesundheitsförderung und Prävention, Zürich, verpflichtet. Radix führt eine Abteilung Prävention, die sich mit allgemeinen Anfragen zum Thema Spielsucht, Kampagnen, Sensibilisierungsarbeiten sowie Schulungen zur Prävention und Früherkennung befasst, sowie eine Abteilung Behandlung, die Betroffene und ihr Umfeld berät und behandelt. Das Zentrum zeichnet sich in beiden Bereichen durch eine hohe Professionalität und Fachkompetenz aus. Das Zentrum erhält Beiträge aus dem Spielsuchtfonds. Fondsmittel können auch eingesetzt werden, um Projekte zur Bekämpfung der Lotteriespielsucht zu finanzieren. 2017 ging ein Beitrag an Sucht Schweiz für die Entwicklung eines Monitoringskonzepts im Bereich exzessiven Geldspiels.

Dem Institut für Epidemiologie, Biostatistik und Prävention der Universität Zürich (EBPI) wurde zudem für Begleitung und Kontrolle des Leistungsauftrags des Zentrums für Spielsucht ein Beitrag ausbezahlt.

### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2017	2'284'113 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2017	-32'410 CHF
Fondsbestand am 31.12.2017	2'251'703 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2017, Kanton ZH

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
RADIX RRB Nr. 152/2016 (Umsetzung Konzept)	673'000	x		278'000	395'000			
EBPI Dienstleistungen gem. Vertrag vom 31.3.2016	14'000	x						14'000
Sucht Schweiz Monitoringkonzept	10'068		x			10'068		
<b>TOTAL Beiträge</b>	<b>697'068</b>			<b>278'000</b>	<b>395'000</b>	<b>10'068</b>	<b>0</b>	<b>14'000</b>

## Annexe

### Catégories de prestations – définitions et exemples

Le formulaire de rapport prévoit cinq catégories de prestations auxquelles peuvent être attribuées les contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu. Les définitions des catégories ci-après ainsi que la liste d'exemples (non exhaustive) vous aideront à affecter les montants à la bonne catégorie.

<b>Catégorie 1 : prévention et détection précoce</b>	
<b>Définition</b>	<b>Mesures financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui visent à prévenir les conséquences sociales néfastes de la consommation des jeux d'argent, en particulier le développement d'une addiction à ces derniers, ou à détecter de façon précoce un problème de jeux d'argent ou de dépendance à ceux-ci.</b>
<b>Exemples</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Campagnes et actions de sensibilisation</li> <li>▪ Conception, élaboration et distribution de matériel de prévention</li> <li>▪ Mise en place et exploitation de helplines gratuites (priorité : dépistage précoce/orientation vers des institutions de conseil et de traitement)</li> <li>▪ Développement d'un concept (inter)cantonal de prévention</li> </ul>

<b>Catégorie 2 : conseil et traitement</b>	
<b>Définition</b>	<b>Mesures financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui fournissent un traitement thérapeutique adapté aux personnes souffrant d'un problème de jeux d'argent ou d'une addiction à ceux-ci, favorisent leur intégration sociale ou font partie intégrante de leur suivi.</b>
<b>Exemples</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mise en place et exploitation d'institutions spécialisées dans le conseil et le traitement de la dépendance aux jeux d'argent</li> <li>▪ Contributions à des institutions thérapeutiques (p. ex. cliniques psychiatriques), destinées à (co)financer des services de conseil et de traitement spécialisés dans la dépendance aux jeux d'argent</li> <li>▪ Contributions à des institutions qui mettent en œuvre des mesures importantes pour accompagner les personnes traitées pour une dépendance aux jeux d'argent (p. ex. services de conseil en matière d'endettement), pour autant que les moyens mis à disposition soient exclusivement employés pour des tâches spécifiques à la dépendance aux jeux d'argent.</li> </ul>

<b>Catégorie 3 : recherche et évaluation</b>	
<b>Définition</b>	<b>Institutions et projets financés par la taxe sur la dépendance au jeu qui améliorent les connaissances scientifiques sur le phénomène d'addiction aux jeux d'argent, ou collectent des données permettant d'évaluer les mesures financées par ladite taxe.</b>
<b>Exemples</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Etudes cantonales / intercantionales sur la prévalence</li> <li>▪ Evaluation de campagnes</li> </ul>

<b>Catégorie 4 : formation et perfectionnement</b>	
<b>Définition</b>	<b>Mesures de formation et de perfectionnement financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui enseignent à des spécialistes ou à des bénévoles les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour contribuer à la prévention de la dépendance aux jeux d'argent et au traitement de cette addiction.</b>
<b>Exemples</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Evénements de sensibilisation ou de formation des spécialistes et des acteurs-pivots (p. ex. : conseillers en matière d'endettement, enseignants)</li> <li>▪ Organisation et tenue de séminaires spécialisés et de congrès sur le thème de la dépendance aux jeux d'argent</li> <li>▪ Mesures visant à intégrer la thématique de la dépendance aux jeux d'argent dans différents cursus de formation</li> </ul>

<b>Catégorie 5 : autre</b>	
<b>Définition</b>	<b>Catégorie réunissant toutes les contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui ne peuvent pas être affectées clairement à l'une des quatre autres catégories de prestations.</b>
<b>Exemples</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Contributions à des prestataires externes qui n'ont pas encore été utilisées durant la période</li> </ul>

	<p>couverte par le rapport.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Contributions structurelles à des institutions interdisciplinaires ou couvrant diverses formes de dépendance (p. ex. contribution à une structure de conseil en matière d'endettement, charges de coordination)</li></ul>
--	---